

**“mobilité”, “flexibilité”, “travail temporaire” :  
le patronat veut mieux profiter du chômage**

p. 16 et 17

# **lutte ouvrière**

il y a  
50 ans :  
“ceux  
d'Oviedo”

p. 9, 10 et 11

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 854 - 13 octobre 1984 - prix : 6 F

**le gouvernement  
ne s'attaque pas  
aux  
fonctionnaires  
il attaque  
tous les  
salaires**



**Le gouvernement contre les immigrés**

p. 3



# sommaire

## Dans le monde

Pages 9 à 11 :

— 5-18 octobre 1934 : ceux d'Oviedo.

Page 20 :

— Tchad : l'impérialisme français reste le gendarme.  
— Une famine provoquée par une politique criminelle.

## En France

Page 4 :

— Embauche des jeunes : les nouvelles règles du jeu de l'oie.  
— Nationalisations : le PCF nouveau est arrivé.  
— Ça louche sur Matignon.

Pages 6 et 7 :

— La crise de l'automobile : c'est le capitalisme qui ne tient plus la route.

Page 8 :

— Au Creusot, c'est toujours l'attente, mais les travailleurs n'ont encore rien perdu.

Pages 12 et 13 :

— Dans les entreprises : fonderie Peugeot-Talbot de Bondy ; Hôtel des Postes de Lyon ; AGF ; CGEE-Alsthom Rennes.  
— Téléphone : Thomson ; LTT ; CGCT Massy.

Pages 14 et 15 :

— Dans les usines Renault : Billancourt, Saint-Ouen, Cléon, CKD Grand-Couronne.  
— Aubry (Cher) ; Norton La Courneuve.

Pages 16 et 17 :

— Flexibilité, travail temporaire : le patronat veut mieux profiter du chômage.

## Culture

Pages 18 et 19 :

— Films : *Broadway Danny Rose* ; *Greystoke : la légende de Tarzan, seigneur des singes* ; *Sciuscia*.  
— La semaine « Syndicats et cinéma ».

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## MAROC

### Les prisonniers politiques font à nouveau la grève de la faim

Les prisonniers politiques marocains viennent de décider d'une nouvelle grève de la faim. Selon la presse française, elle aurait touché les prisons de Safi, Essaouira et Marrakech le 7 octobre. Et à Oujda les prisonniers politiques font une grève de la faim par roulement depuis le 2 octobre.

Les grévistes de la faim marocains ont repris le mouvement qu'ils avaient arrêté en septembre, après que le gouvernement a fait quelques promesses... non suivies d'effet. Ils demandent toujours, entre autres, le droit de visite de leur famille, le droit de continuer leurs études et de recevoir des

livres et des journaux. Lors de la première grève de la faim qui dura deux mois, trois prisonniers politiques étaient morts.

Le régime avait fait mine de reculer. C'était à la veille des élections au Maroc et Mitterrand venait de rendre visite à deux reprises à Hassan II. Deux raisons qui faisaient que la presse internationale était un peu plus sensibilisée aux problèmes marocains et s'était fait l'écho des revendications des jeunes emprisonnés. Cela à un moment où Hassan II cherchait à se donner un visage un peu plus libéral. Sans doute aussi que Mitterrand ne tenait pas à être trop

visiblement éclaboussé au passage par le sang des victimes du régime marocain.

Mais Hassan II n'impose ce régime de dictature et de terreur au peuple marocain que grâce à la protection et à l'appui de l'impérialisme français. Les décors ont un peu changé ; Hassan II a organisé un faux semblant de démocratie. Il y a un Parlement en partie élu au Maroc. Mais c'est toujours la prison et le déni de tout droit pour quiconque conteste le régime. Et ce sont notre gouvernement, notre impérialisme, les responsables. C'est à eux que les travailleurs de France devront demander des comptes.

## ESPAGNE

### Témoignage sur la torture

Gaizka Ormaza, un militant basque extradé de Belgique en juillet dernier, a raconté avoir rencontré dans la prison de Carabanchel six militants basques « cassés physiquement » par les tortures que la police espagnole leur aurait fait subir. Ces militants accusent les policiers de disposer de « camionnettes spécialement équi-

pées » à bord desquelles ils embarquent les inculpés qui refusent de signer des déclarations en blanc. Ce témoignage, dont *L'Humanité* s'est fait l'écho, a été rendu public par le comité belge contre les extraditions. Récemment *Le Monde*, lui, publiait le témoignage d'une militante basque qui racontait qu'elle avait été tortu-

rée pendant dix jours par la police pour qu'elle avoue.

Pendant ce temps-là, le gouvernement français justifiait les extraditions par l'existence de la « démocratie » en Espagne et les garanties dont pourraient bénéficier maintenant les prisonniers espagnols. Sans commentaires.

Sylvie MARECHAL

## URSS

### La bureaucratie a encore de beaux jours

Le chef de l'Etat soviétique, Tchernenko, a annoncé la décision de relancer la campagne contre la corruption. D'après *Le Monde*, qui cite certaines des paroles prononcées, « il faut en finir avec les pots-de-

vin, le profit, le gaspillage et les détournements de fonds »... Ce n'est pas un thème nouveau.

Ce qui l'est plus, par contre, c'est l'annonce de la création d'une commission qui contrôle-

rait les quelque dix millions de contrôleurs populaires, qui contrôlent eux-mêmes les cas de « bureaucratie, gaspillage et corruption ». Reste à savoir qui contrôlera les membres de cette commission...

## Courrier des lecteurs

Chers Camarade,

J'ai le regret de vous informer du décès du camarade Gaston Davout, vétéran de 65 années de combat.

Né le 23 février 1904 dans une famille profondément attachée à tout ce qui concerne le mouvement ouvrier, élève de l'école des Arts et Métiers, il fut avec l'un de ses condisciples à l'origine du groupe d'études et de propagande sociales des grandes écoles.

Matelot-mécanicien à Brest, il apprit que cinq ou six bâtiments de guerre devaient appareiller les premiers jours d'avril 1926 pour le Maroc, en raison de l'intensification de la guerre du Rif. Alors que ces bâtiments s'approprièrent à quitter le port, l'on découvrit à leur bord des tracts antimilitaristes édités par le Parti Communiste, ce qui eut pour effet d'ajourner leur départ de 48 heures. L'affaire fit grand bruit dans la marine, sans que l'initiateur de ces tracts soit formellement découvert, montrant ainsi l'efficacité de son activité méthodique.

Membre en 1928 du bureau du 15ème rayon (Puteaux, Nanterre, Courbevoie, Colombes, etc.) du PC, il y défendit les positions du groupe l'Unité Léniniste animé par Albert Treint.

L'année suivante, il fut l'un des militants les plus actifs de l'important groupe oppositionnel du 15ème rayon, qui venait de se créer mais ne fut exclu du PC qu'en 1932.

Après l'unification du groupe du 15ème rayon au sein de l'Union Communiste, il fut membre de la direction de cette nouvelle organisation jusqu'à sa disparition au moment du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale.

La bourgeoisie de l'époque lui fit payer cher son attachement à l'idéal révolutionnaire. Les brimades des officiers et les 90 jours à la prison maritime qu'ils lui infligèrent, les licenciements systématiques des entreprises où il occupait des emplois d'ingénieur-chimiste, n'eurent pas raison de sa détermination.

Il fut arrêté par les nazis le 10 octobre 1941 et déporté le 8

mai 1943 au camp de concentration de Sachsenhausen-Oranienburg.

Témoin et victime des crimes nazis, il eut néanmoins la satisfaction d'entrer en rapport avec des civils allemands, organisés clandestinement à l'usine d'aviation Heinkel pour lutter contre le nazisme et aider les déportés politiques.

Après son retour, il milita successivement aux groupes suivants : Bordiguiste, Socialisme ou Barbarie, Information et Correspondance Ouvrière puis Cahiers du Communisme des Conseils.

L.B., Colombes

### Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

**LUTTE OUVRIERE**

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

**LUTTE DE CLASSE**

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



# Le gouvernement ne s'attaque pas aux fonctionnaires

## il attaque tous les salaires

**L'**ETAT fait des économies : les quelques pourcentages d'augmentation de salaire refusés à sept millions de fonctionnaires et assimilés permettront de diminuer les impôts pour la bourgeoisie.

Mais en limitant à 3 % la hausse des salaires des fonctionnaires lorsque la hausse des prix est de 7 %, l'Etat-patron veut surtout donner l'exemple de la rigueur salariale, pour que le patronat en fasse autant. « *Le gouvernement a bien fait de tenir ses salaires* » a déclaré Gattaz, responsable du patronat.

Evidemment ! En n'augmentant pas « ses » salaires, l'Etat aide les patrons à baisser le niveau de vie de tous les travailleurs.

Ceux qu'on appelle les fonctionnaires ne sont pas tous cadres dans les ministères. Beaucoup au contraire sont employés à la SNCF ou à la RATP, ouvriers ou techniciens à l'EDF, aides-soignantes dans les hôpitaux, manutentionnaires dans les centres de tri PTT, employés communaux ou éboueurs. On ne peut pas dire qu'ils roulent sur l'or, et c'est probablement dans leurs rangs qu'on compte le plus de vacataires, auxiliaires, postes précaires. En ce moment même, contre l'intérêt des usagers, le gouvernement mène dans les services publics une politique draconienne de suppressions d'emplois.

Alors, comme les autres travailleurs, les salariés de l'Etat et des services publics sont touchés par la baisse du niveau de vie et le chômage. Et l'attaque contre eux fait partie d'une offensive contre toute la classe ouvrière.

Jusqu'en juillet dernier, le gouvernement socialiste avait un exécutant appliqué pour sa politique anti-ouvrière dans la fonction publique : l'ex-ministre communiste Le Pors. Il a quitté le gouvernement et passé la main au socialiste Le Garrec.

Ça n'a pas changé en mieux la politique du gouvernement. Mais ça a changé la politique du PCF au

sein de la CGT qui, dès l'annonce des mesures salariales contre les fonctionnaires, a appelé à une riposte, limitée, mais une riposte quand même.

La journée de grève de 24 heures de la fonction publique, le 25 octobre, à laquelle appellent aussi les autres fédérations, sauf la CFDT, ne suffira sans doute pas, sauf si elle est massivement suivie, à faire reculer le gouvernement. Il faudra pour cela certainement la faire suivre d'autres actions. La CGT et les autres centrales en seront-elles capables ? C'est l'avenir qui nous le dira.

En attendant, pour cette journée, chaque centrale se réserve le choix de ses propres actions. Alors personne ne peut dire encore ce qu'elle sera. Elle sera ce que les travailleurs en feront, puisque les syndicats ne veulent pas trop s'engager.

Mais l'intérêt de tous les travailleurs est qu'elle soit réussie. Et elle le sera d'autant mieux qu'elle bénéficiera de notre sympathie à tous.

Eh oui, ce jour-là, où il n'y aura peut-être pas de transports en commun, ne tentons pas d'aller travailler par nos propres moyens ! Ce jour-là, où il n'y aura peut-être pas d'école, gardons nos gosses à la maison ! Faisons en sorte que la grève soit ressentie partout, amplifiée par notre solidarité active !

Car ne nous y trompons pas : si les travailleurs salariés de l'Etat se battent ce jour-là, ils le feront en fait pour toute la classe des travailleurs.

Le conflit qui se prépare n'oppose pas l'Etat aux fonctionnaires. Il opposera l'Etat de la bourgeoisie à une partie de la classe ouvrière — une partie importante — dont il se sert comme de cobaye pour une politique de rigueur au service de tout le patronat, une politique contre tous les travailleurs, quels qu'ils soient.

Arlette LAGUILLER

## Le gouvernement contre les immigrés

Le dernier Conseil des ministres vient de prendre de nouvelles mesures contre les immigrés, destinées particulièrement à limiter leur entrée en France.

Les mesures de surveillance aux frontières seront renforcées. La police se verra attribuer un effectif supplémentaire de 1 000 hommes. Elle disposera d'un fichier informatisé national recensant les étrangers en situation irrégulière. Tous les étrangers entrant en France pour une visite de trois mois seront également fichés.

Les demandes de droit d'asile politique seront rendues plus difficiles. Un projet de circulaire des services de Fabius, rendu public par *Rouge* dans son dernier numéro, montre ce à quoi il faut s'attendre dans la pratique. Le texte invitait les fonctionnaires de police à ne délivrer qu'avec parcimonie les récépissés nécessaires pour que le candidat à l'asile politique puisse présenter sa demande à l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides. Les policiers y étaient invités à refuser toute demande d'un étranger « *qui fait l'objet d'une procédure d'expulsion en cours, ou qui est susceptible de faire l'objet d'une procédure d'expulsion en raison de son comportement* ». Avec de pareilles instructions, on peut évidemment compter

sur la police pour faire du zèle.

Par ailleurs, les regroupements familiaux seront rendus plus difficiles. La famille d'un immigré résidant et travaillant légalement en France ne pourra venir le rejoindre qu'après avoir obtenu au préalable une autorisation de l'Office National de l'Immigration. Pour cela, il faudra que ce travailleur soit pourvu d'un emploi considéré comme stable. Et on peut se demander ce que signifie un emploi stable, dans une période où il ne l'est plus pour aucun travailleur !

En s'en prenant aux immigrés, le gouvernement fera sans doute plaisir à tous les racistes qui, au-delà des problèmes de chômage, appuient leur xénophobie sur les pires préjugés. La principale efficacité des mesures qui viennent d'être édictées sera sans doute, pour le gouvernement socialiste, de montrer publiquement qu'il ne veut pas laisser à Le Pen et à la droite le monopole de cet électorat. Et pour ce faire, il n'hésite pas à en rajouter, à s'en prendre aux femmes et aux enfants des travailleurs immigrés, en cherchant à accroître leurs difficultés, déjà immenses, à rejoindre leurs maris et pères.

Pour ce qui est de l'efficacité réelle, on peut douter que cela donne des moyens supplémen-

taires, car la législation française n'en manque pas et offre déjà un large arsenal juridique permettant de limiter l'immigration.

Mais le fait est qu'en dépit des réglementations, en dépit de la crise et des difficultés de l'emploi dans les pays industrialisés, le flot des populations des pays pauvres qui essayent d'entrer et de s'intégrer dans ces îlots de richesse que restent malgré tout des pays comme la France, n'a pas cessé. D'autant moins d'ailleurs que la crise du monde capitaliste se traduit par une détérioration bien plus grande des conditions d'existence dans les pays du Tiers Monde, victimes en plus du pillage de leurs ressources naturelles, des spéculations monétaires et de la hausse effrénée du dollar.

Oui, la richesse et l'opulence des citadelles impérialistes attirent des populations du monde entier, à la recherche de conditions de survie plus humaines. Et il n'y a pas de réglementations ni de barrières aux frontières qui puissent être infranchissables à des hommes talonnés par la misère.

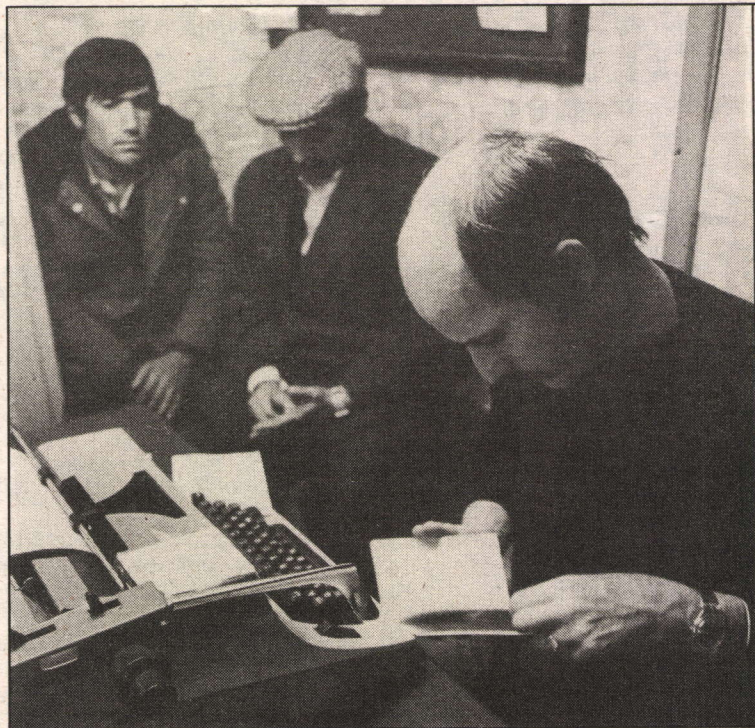
Il est certain que les premiers à profiter de ce fait sont les patrons et les exploités en tous genres, et que ceux-ci utilisent l'immigration en période de prospérité comme

en période de chômage, pour faire pression sur les salaires des travailleurs déjà en place. Et c'est précisément parce qu'ils savent cela qu'un certain nombre de travailleurs voient dans les immigrés des concurrents.

Dresser les uns contre les autres, tel est l'objectif des démagogues de tout poil. Et

qu'ils aient pour nom Le Pen et se situent franchement à l'extrême-droite, ou qu'ils se baptisent « de gauche » et qu'en bons larbins du capital ils gèrent l'Etat et fassent au gouvernement une politique antiouvrière, cela les conduit finalement à dire la même chose.

Louis GUILBERT



Un douanier du Bas-Rhin inspecte les papiers de deux travailleurs turcs. (AFP)



# Les nouvelles règles du jeu de l'oie de l'embauche des jeunes

Deux circulaires ont été rédigées par le gouvernement afin de préciser — ce n'était pas superflu — les nouvelles règles de la « formation alternance ». Un véritable jeu de l'oie au cours duquel les jeunes pourront rester jusqu'à trois ans et six mois en stages divers... avant de retourner à la case départ !

Le parcours débute par un « stage d'initiation à la vie professionnelle ». Durée trois mois, mais cela peut aller jusqu'à six dans le cas de deux entreprises différentes ou deux établissements différents d'une même société. Il s'agirait de familiariser le jeune avec la vie de l'entreprise. Et avec les bas salaires, puisque la rémunération sera royale-ment de 17 % à 27 % du SMIC, plus 500 F par mois pour les plus âgés. Pour ce prix, le jeune stagiaire aura l'avantage d'être suivi par un tuteur dans l'entreprise

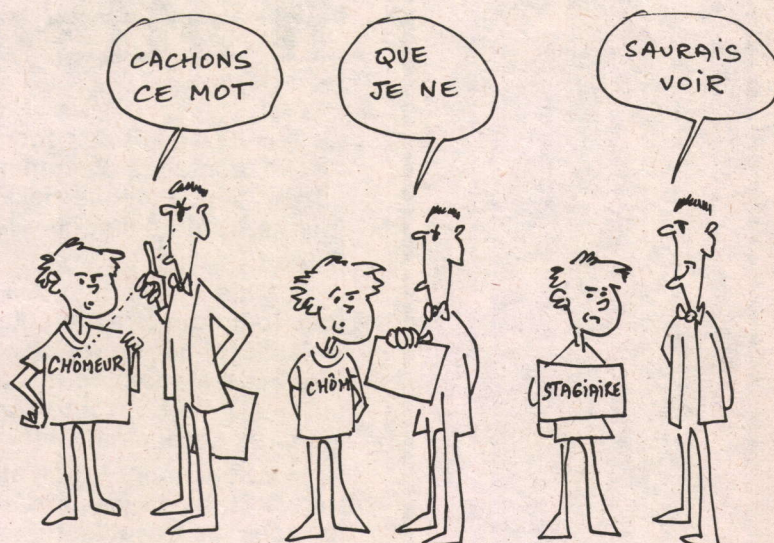
et un autre (en principe l'ANPE) qui aura pour tâche de l'aider à « formuler son projet professionnel ».

Passés ces trois ou six mois, le jeune, muni donc d'un « projet », sauterait d'une case et entrerait dans un « contrat de qualification ». Cette fois c'est plus long. Cela peut durer de six mois à deux ans. En principe, c'est du moins ce qui est prévu, il y a apprentissage pratique d'un métier industriel : 75 % du temps est passé à l'usine et 25 % en formation à l'extérieur. Côté salaire, cela pourrait être un peu mieux que dans le cas précédent mais pas forcément : cela dépend de l'âge : 17 % du SMIC avant 18 ans, 75 % du SMIC après.

A l'issue de ces deux premières étapes (cela peut déjà avoir duré jusqu'à deux ans et demi), si le (déjà moins) jeune stagiaire n'a pas encore tout envoyé promener, il aura l'honneur

d'être admis à un contrat d'adaptation à un emploi ou à un type d'emploi. Forcément : il avait été initié à la vie professionnelle, puis qualifié, il lui faut maintenant s'adapter. Un an de rab. Maximum. Une formation de deux cents heures, le reste au travail. Et cette promotion ne s'accompagne, là non plus, pas forcément d'une augmentation du salaire puisqu'il recevra 80 % du salaire minimum conventionnel qui, dans bien des cas, est... inférieur au SMIC. Ensuite, c'est l'embauche, peut-être, car rien n'est jamais garanti.

Nous ignorons quelles seront les prochaines inventions gouvernementales destinées à déguiser les chômeurs en stagiaires. On peut tout imaginer. Et même que, parvenu à ce stade, le stagiaire soit admis à faire valoir ses droits à la pré-retraite. **Pierre VERNANT**



## Ça louche sur Matignon

Que faudra-t-il faire de Mitterrand au lendemain des élections législatives de 1986 si la droite les remporte ? Le mandat de président de la République de Mitterrand arrivant à terme en 1988 seulement, une majorité parlementaire et un gouvernement de droite devraient donc « cohabiter » à partir de 1986 avec un président de la République de gauche. Ainsi le veut — ou ne peut l'empêcher — la Constitution de la V<sup>e</sup> République, du fait que les députés sont élus pour 5

ans et le président de la République pour 7.

Avant les élections de 1978, le problème symétrique s'était déjà posé : en cas de victoire électorale de la gauche, Giscard courait le risque d'avoir une majorité parlementaire et un gouvernement de gauche. Il avait alors prévenu qu'il était tout prêt à admettre la cohabitation, montrant par là sa largeur de vues... et son plus grand désir de garder sa place !

Sur le fond, aujourd'hui, il n'y a guère plus de problèmes. On peut imaginer l'inverse : Mitterrand flanqué d'un gouvernement de droite. Entre l'actuel gouvernement de gauche, qui mène une politique de droite, et un éventuel futur gouvernement de droite, qui mènerait une vraie politique de droite, la différence serait surtout d'étiquette, au pire de style.

Bref, le débat serait surtout académique, si Raymond Barre n'avait déclaré haut et fort qu'il ne se voyait pas cohabiter avec

Mitterrand. D'où pas mal de plaisanteries dans la presse. Barre, cependant, n'est pas allé jusqu'à indiquer comment il comptait se débarrasser du gêneur.

Pour ce qui est des autres leaders de la droite, ils seraient plutôt partisans de faire chambre commune avec un président dont la politique « de gauche » n'est pas trop ronflante, même s'il leur est peu agréable — pré-campagne électorale oblige — de le crier sur les toits.

Derrière la polémique à ce sujet — où l'esprit et la lettre de la Constitution gaulliste sont invoqués de part et d'autre — ce n'est pas la cohabitation fausse-gauche-vraie-droite qui fait réellement problème. C'est bien plutôt la cohabitation conflictuelle entre les divers soupirants de la droite — Barre, Chirac, Giscard — dans l'opposition.

Car si Mitterrand a une place pour quelqu'un, même à sa droite, il n'en a qu'une !

**André VICTOR**

## Nationalisations : le PCF nouveau est arrivé

« Nationalisation : l'Etat est entré, la démocratie est restée à la porte », titrait *L'Humanité* du lundi 8 octobre dans une de ses pages, entièrement consacrée au sujet.

« Les nationalisations ne marchent pas bien », explique Jean-Claude Gayssot. « Ce qui domine, ce sont les vieux choix de gestion capitaliste, comme si le CNPF tenait toujours les leviers de commande ».

Un autre article cite Claude Billard, membre du Comité Central, qui constate : « Dans la sidérurgie, 14 000 emplois ont été supprimés, Renault aura supprimé 10 000 emplois en 1984. Des décisions, des projets de suppression sont annoncées : à la CGE, 8 000 ; à Saint-Gobain, 7 500 ; dans la sidérurgie, 27 000 ; dans les banques, 60 000 emplois ». Claude Billard dénonce aussi

« les cotisations versées par les entreprises nationales au CNPF, les transferts d'activités au secteur privé, les directives gouvernementales qui conduisent à la dégradation, au recul du pouvoir d'achat, les déclarations d'intention nombreuses qui ne sont pas suivies d'effet sur le plan de la formation des salariés ».

Il est bien temps que le PCF attire l'attention sur ce qui est

déjà une évidence pour tous les travailleurs. C'est curieux comme la sortie de ses ministres du gouvernement lui a ouvert les yeux. Mieux vaut tard que jamais.

Malheureusement, l'énorme indemnisation des anciens actionnaires — payée avec l'argent des contribuables, et que le PCF au gouvernement a approuvée — n'est nullement

effacée par les critiques après-coup.

Les travailleurs ont désormais droit à de belles paroles contre les nationalisations. Mais les anciens actionnaires, eux, ne se paient pas de mots : ils continuent à palper leurs quelque 15 à 17 % d'intérêts annuels, sur un ancien capital évalué à l'époque bien au-dessus de sa valeur réelle.

**Joëlle GERARD**

## Elections cantonales : la gauche recule encore

D'élection en election, la gauche ne cesse de perdre du terrain. Celles qui ont eu lieu dans l'Allier et dans l'Oise dimanche dernier le confirment : la droite vient de remporter le second tour des cantonales à Liancourt (Oise) et à Hérisson (Allier).

A Hérisson dans l'Allier, le candidat de l'opposition a été élu au deuxième tour. Alors qu'au premier tour les candidats PC et PS totalisaient 62 % des voix, le candidat PC, devenu candidat unique de la gauche au deuxième tour, s'est

fait battre par le candidat de l'opposition. Un résultat qui s'explique, comme l'écrivait le journal *L'Humanité*, « par des défections importantes du côté des socialistes ».

A Liancourt, c'est le candidat RPR qui est élu avec 54,6 % des voix et l'emporte donc sur le candidat du PC, représentant de toute la gauche au deuxième tour. Mais le fait significatif de ce résultat réside dans l'ampleur inégale du recul des deux candidats de la gauche au premier tour.

Alors que le candidat du PC ne recule que de deux points par rapport à 1982, le candidat du PS, lui, recule de 11 points.

Il sera intéressant de voir si cette tendance se confirme.

Ces résultats ne sont que partiels, et il est difficile d'en tirer pour l'instant des conclusions générales. Cependant, ils sont un signe supplémentaire de la poussée à droite. Car trois ans de gouvernement de gauche ont creusé, et bien creusé, le lit de la droite.

**Marie ANTONIN**

PROCHAINE  
RÉUNION  
du cercle  
LÉON TROTSKY  
sur le  
Nicaragua

le vendredi  
26 octobre 1984  
à 20 h 30

Salle de la Mutualité  
à Paris  
24, rue Saint-Victor  
M<sup>o</sup> Maubert-Mutualité

Le N° 114 d'octobre  
1984 de la *Lutte de  
Classe* est paru.

Au sommaire :

- Le PC dans l'opposition.
- La CGT à l'offensive.
- Angleterre : mineurs en grève et stratégie syndicale.
- Sous Juan Carlos comme sous Franco, le problème basque reste un problème politique.
- Allemagne : après les 35 heures.





La soupe populaire à Paris en février 1984. (AFP)

# Les riches trouvent les pauvres trop pauvres

Il y a de plus en plus de pauvres en France : c'est cette belle découverte que viennent de faire quelques hommes politiques de l'opposition, que l'on a entendus discourir ces derniers jours.

Ces gens qui paraissent découvrir ce qui se passe dans les HLM, les quartiers populaires et les ANPE, ont, sur le ton de la révélation, rapporté ce que les travailleurs savent depuis longtemps. Et, ayant baptisé les chômeurs « nouveaux pauvres », ils proposent de leur faire un peu de charité.

Non sans arrière-pensées politiciennes, d'ailleurs. Car pour jouer le rôle du Bon Samaritain, comme prétendent le faire ces gens du Centre des Démocrates Sociaux, il vaudrait mieux ne pas avoir dans son parti un René Monory, ancien ministre de l'Economie de Barre, qui recueillit les louanges des patrons pour avoir libéré leurs prix. Et le fait que, pour faire plus parler d'eux, ils se soient associés à des radicaux de gauche qui n'ont depuis déjà longtemps

plus rien de radical et plus rien de gauche ne les rend pas plus à même de faire illusion.

Edouard Leclerc, le président de la chaîne de magasins, est finalement plus franc quand il s'inquiète de la recrudescence des vols dans les magasins et propose de faire l'aumône d'un repas aux nécessiteux.

Car les riches, bien sûr, s'inquiètent non pas des pauvres, mais de leur nombre et du fait qu'ils puissent constituer une cause de troubles pour l'ordre social.

Et à côté des riches sûrs d'eux-mêmes qui réclament le droit de pouvoir piétiner tout le monde, on va donc peut-être voir aussi apparaître des « nouveaux riches », plus timides ou inquiets, soucieux de distribuer des aumônes, ou plutôt de demander à l'Etat de le faire.

Mais même si c'est l'Etat qui distribue des aumônes, ce n'est pas ce dont ont besoin les sans-travail et les deshérités.

Dans cette société qui croule sous l'abondance et les

produits invendus, il y a trop de lait, trop d'acier, trop de logements, trop de blé et trop de voitures. Ceux qui ont de l'argent n'ont qu'une capacité de consommation limitée car ils sont peu nombreux. Ceux qui ont des besoins ont de moins en moins les moyens d'acheter, ou même ne peuvent plus rien acheter du tout. On sait produire, mais pas distribuer. Du coup, on produit moins et il y a aussi trop de travailleurs. Voilà le système irra-

tionnel de la société capitaliste moderne.

Alors on comprend que les riches s'interrogent eux aussi un peu quand les pauvres ne sont plus seulement ceux des peuples lointains, mais se multiplient aussi dans les pays où eux, les riches, vivent.

Mais la solution à la pauvreté et à la misère, ce ne sont pas les riches qui l'ont. Ce sont les pauvres, quand ils font les révolutions.

Pierre VERNANT

## Prévisions économiques

### La France doit mettre du foie gras dans son moteur

Lors d'un déjeuner (arrosé ?), le célèbre économiste américain John Galbraith, professeur de Harvard, conseiller de J.F. Kennedy, a tenu des propos concernant l'industrie française (et italienne également), que rapportent *Les Echos* du 11 octobre. Il faut rendre à César ce qui est à César, laisser à la France ce qui lui appartient, la haute couture, la cuisine et la peinture impressionniste, et le reste, bien entendu, aux USA.

« Au lieu de dépenser des fortunes pour tenter de devenir une grande nation dans les technologies de pointe, a donc dit Galbraith, la France ferait bien mieux de concentrer ses efforts sur ce qu'elle connaît : elle est la plus douée du monde, par exemple, pour les vêtements de mode féminins, les vins, la bonne cuisine ou la pratique de certains arts. C'est là qu'il faudrait développer une nouvelle industrie à vocation purement culturelle ».

Et il ajouta, sans pitié : « En

France, vous n'aurez jamais le meilleur ingénieur en micro-électronique du monde. Et ce n'est d'ailleurs pas ce que les gens attendent de vous. Ceux qui viennent à Paris veulent plutôt voir un Renoir ».

Galbraith n'a peut-être pas tort. Hanon, le P-DG de Renault, au lieu de s'épuiser la santé, et celle de son personnel, en tentant de s'implanter sur le marché US, ferait mieux de reconvertir la Régie en hostellerie fine. Les chômeurs pourraient devenir dessinateurs de mode, ou peintres, pour confectionner des Renoir, autant que les acheteurs américains sont capables d'en acheter !

Galbraith n'avait peut-être pas prévu la crise mais, en ce qui concerne la France, c'est vraiment lui le plus grand économiste.

Le plus gros, reconnaissons-le, il est français : c'est Barre, cuisine oblige...

André VICTOR

## Mitterrand dans le Sud-Ouest

### Rassemblement de poulets « basquaise »

Quand Mitterrand va faire un tour dans le Sud-Ouest, il ne déplace peut-être pas les foules, mais à coup sûr il déplace des foules de protecteurs en civil et en uniformes variés. Tous les gendarmes de la région ont été mobilisés, des CRS sont arrivés à Lannemezan, en tout 1 500 hommes qui veilleront sur Mitterrand rien qu'à Bayonne. Un millier d'autres seraient prêts à toute éventualité à Pau. Et *Le Figaro* dit que les parachutistes de Mont-de-Marsan seraient mis en alerte et prêts le cas échéant à venir prêter main-forte aux policiers, en cas de manifestation. Outre les fouilles des locaux entourant la mairie de Bayonne, des hélicoptères survolent depuis mardi les parcours prévus pour les visites présidentielles.

Et que Mitterrand va-t-il faire dans cette galère ? Des déclarations exceptionnelles, n'en doutons pas. Il en a donné un échantillon à Périgueux, en parlant de son rôle « chaque fois que la communauté nationale se sent déchirée par tel ou tel problème », rôle consistant à « tenter d'apaiser les passions ». Il faut croire que jusque-là on pensait plutôt qu'il avait mis le feu aux poudres. Au figuré d'abord, en extradant les Basques, mais aussi au propre, les employés

de la poudrerie de Bergerac étant venus l'accueillir à Périgueux avec de gros pétards.

Toujours à Périgueux, Mitterrand a tenu à affirmer : « Je ne suis pas homme à me laisser intimider »...

Ça, c'est bien vrai : il n'y a qu'à voir l'armée de ses accompagnateurs patentés, pour se rendre compte qu'il n'est pas allé dans le Sud-Ouest pour déplacer du vent.

L.G.

## Plan social Renault

### Tout est dans l'emballage

rigidité sociale, peut-on réussir ? », ajoute-t-il.

Le P-DG Hanon souhaiterait donc d'une part une formation longue : « 12 mois, 18 mois, 24 mois parfois », pour toutes les catégories de personnel. L'autre volet de son plan serait le « reclassement », reclassement dans le groupe ou hors du groupe, à l'issue de la formation et selon les besoins. « La novation, c'est que Renault va prendre toute la filière de formation et de reclassement sous sa responsabilité. Cette opération a des chances de réussir, si une priorité fondamentale, la mobilité, est acceptée. La mobilité signifie mobilité professionnelle et mobilité géographique ».

Autrement dit, puisque le mot de « sureffectif » choque les travailleurs, on n'en parle plus. Ce n'est plus le vocabulaire du patron « moderne » qu'est Hanon. Mais en échange il faut aussi que les ouvriers acceptent de se « moderniser ». Foin de la rigidité ! De la souplesse, de la mobilité ! C'est aux ouvriers de s'adapter. Le

patron de Renault, lui, va faire le gros effort de demander à l'Etat de payer, outre l'aide au retour et le FNE, une longue période de formation, très longue pour les travailleurs.

Les travailleurs n'ont probablement rien contre la formation, mais le hic c'est après. Car on peut rester sceptique sur les conditions du fameux reclassement. Dans une autre entreprise du groupe ou pas ? Avec quel salaire ? Pour les travailleurs qui auraient accepté la « mobilité », quels moyens resterait-il de se défendre, loin de leurs copains de travail et de leur milieu ?

Bref, les promesses de Hanon sont généreusement vides. Il voudrait faire passer en douceur la réduction des effectifs et compte sans doute sur sa façon d'envelopper les choses pour faire passer la pilule. Mais il n'y a vraiment pas de quoi être emballé, quels que soient les talents de conviction du P-DG.

Pourtant les syndicats ont sauté sur l'occasion. Il faut dire que le P-DG leur a tendu la perche : il a

prononcé le mot magique de négociations. « Il n'y aura de plan que quand celui-ci aura été discuté, négocié, signé avec les organisations syndicales existant chez Renault », Sainjon, le secrétaire CGT de la métallurgie, a immédiatement mordu à l'appât, reconnaissant que la déclaration patronale « peut, si elle est suivie d'effet, créer les conditions d'une négociation fructueuse ». C'est prudent, mais c'est oui. D'ailleurs les grèves et les débrayages s'arrêtaient à ce moment dans le groupe Renault et la négociation s'ouvrait.

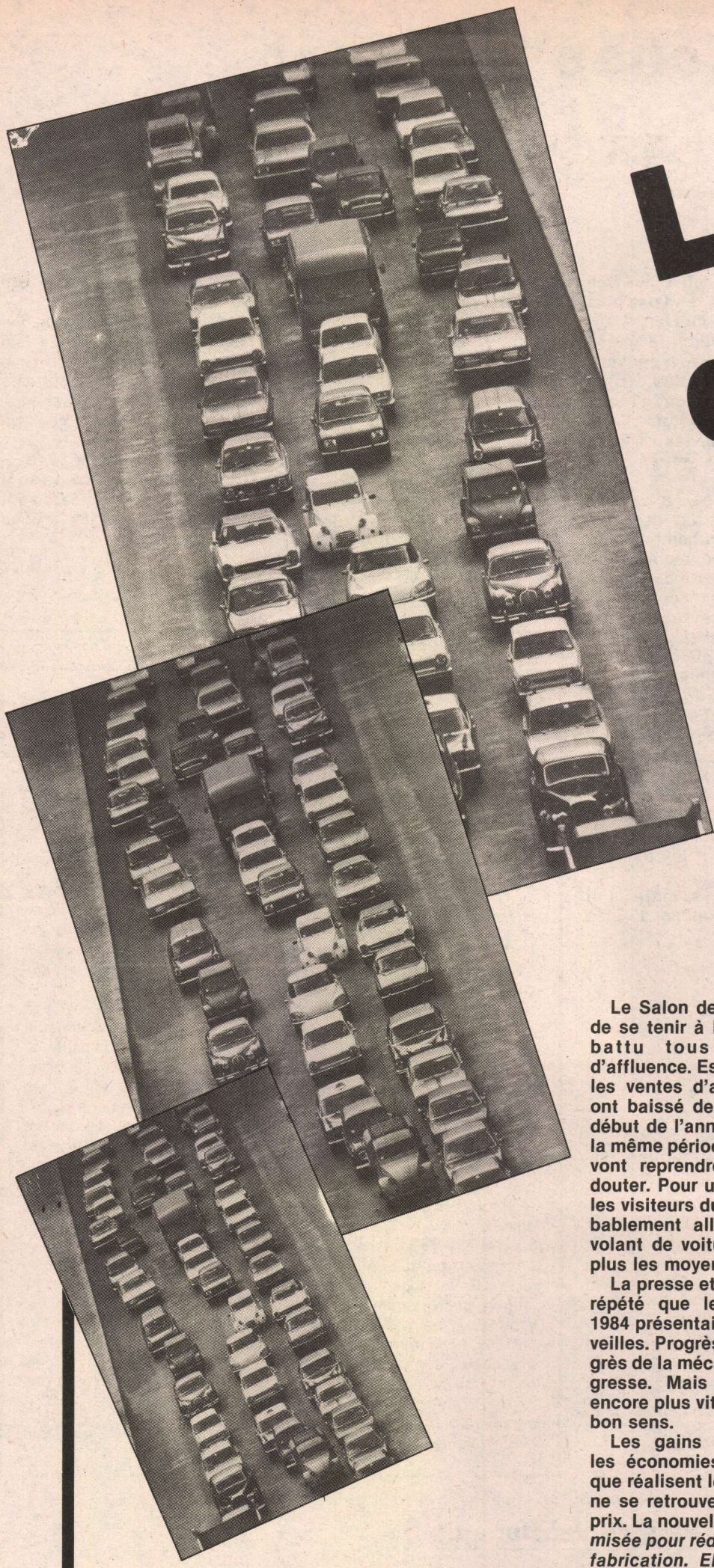
Les conflits Citroën et Talbot ont donné à réfléchir aux patrons. Renault, fleuron de l'industrie nationalisée, se devait de faire la démonstration qu'il y a peut-être un moyen de dégraisser en douceur, sans cris ni grincements.

Mais il n'est pas dit que les travailleurs, justement avertis eux aussi par les exemples de Talbot et Citroën, et qui savent ne rien pouvoir attendre des pouvoirs publics, se laissent endormir aussi facilement.



# La crise de l'auto

**C'est le capitalisme qui ne tient plus la route !**



## Essence : 20 centimes d'impôt par kilomètre

Le litre de super a augmenté une fois de plus le 10 octobre : 12 centimes cette fois-ci, a décidé le gouvernement, dont 7 du fait du cours du dollar et 5 centimes au titre du relèvement de la taxe perçue au profit de la Caisse Nationale de l'Énergie.

Depuis le mois de juillet, le litre de super avait déjà augmenté de 47 centimes. Et cela ne va pas s'arrêter là, puisque la taxe énergie sera majorée encore en novembre et en décembre. Au total, sur les 5,59 F que vaut le litre de super (prix maximum) en région parisienne, il y a 57 % (soit 3,18 F) d'impôts. Plus de 20 centimes d'impôts au kilomètre, pour une voiture de consommation moyenne.

Au total, le journal *Le Monde* estimait récemment qu'entre les taxes sur l'essence et celles perçues de multiples façons sur l'automobiliste, 20 % des recettes de l'État sont payés par les automobilistes.

Le Salon de l'auto qui vient de se tenir à Paris a, paraît-il, battu tous les records d'affluence. Est-ce le signe que les ventes d'automobiles, qui ont baissé de 12 % depuis le début de l'année par rapport à la même période un an plus tôt, vont reprendre ? On peut en douter. Pour une bonne partie, les visiteurs du Salon sont probablement allés s'asseoir au volant de voitures qu'ils n'ont plus les moyens d'acheter...

La presse et la télévision ont répété que le Salon version 1984 présentait de petites merveilles. Progrès du confort, progrès de la mécanique : tout progresse. Mais les prix aussi, encore plus vite, et pas dans le bon sens.

Les gains de productivité, les économies de fabrication que réalisent les constructeurs ne se retrouvent pas dans les prix. La nouvelle R5 « a été optimisée pour réduire les coûts de fabrication. Elle ne nécessite que vingt heures de montage, contre vingt-cinq pour l'ancienne R5 (vingt-huit heures en 1972) » écrit le journal *Les Echos*. Mais les prix du nouveau petit modèle, qui porte tous les espoirs de la Régie, n'ont pas été abaissés pour autant. A 42 600 F la première version et environ 50 000 F pour les modèles destinés à être les plus vendus, la Super 5 affiche des super-prix.

Et ce ne sont pas non plus les salaires ouvriers qui sont responsables de ces prix. Le numéro « Spécial Salon » de *L'Humanité* relève à juste titre que les voitures étrangères qui se vendent le mieux en France, les Ford, Volkswagen et Opel, « viennent de pays, la RFA et les États-Unis, où le taux de rémunération, salaires et charges sociales, est supérieur à ce qu'il est en France ». Et le journal d'ajouter : « A l'inverse, si les salaires espagnols sont inférieurs de 35 %, les Renault et Citroën fabriquées là-bas ne sont pas pour autant vendues moins cher en France ».

Alors, avec des prix en hausse et un pouvoir d'achat des travailleurs qui baisse

depuis plusieurs années, et que le gouvernement et le patronat ont bien l'intention de réduire encore, il ne serait pas étonnant que les ventes d'automobiles continuent à baisser.

Certes, il serait sans doute de l'intérêt général, comme le demandent « les dix propositions pour l'automobile » formulées par le Parti Communiste, de produire plus massivement et moins cher des voitures qui seraient de meilleure qualité, à condition que la production ne s'accompagne pas de cadences infernales et de la surexploitation des travailleurs.

Il serait de bon sens également, comme le demande le plan en quatre points de la CGT, de baisser les taxes perçues par l'État sur la vente d'automobiles (33 % de taxe sur tous les modèles, même les plus modestes) et de « corriger des plans de financement axés en priorité vers l'étranger », qui se traduisent par des emprunts coûteux qui représentent une part importante des pertes annoncées pour 1984 par Renault et Peugeot.

Mais, pour les constructeurs d'automobiles comme pour le gouvernement, il ne s'agit pas de l'intérêt général. Il ne s'agit pas de fournir à un prix acceptable des voitures à tous ceux pour lesquels elles représentent un moyen de transport indispensable, ni de réduire le chômage en développant une production utile. Il s'agit de faire des profits.

Et pour cela, tous les constructeurs en France comme à l'étranger, ont choisi de vendre au besoin moins mais plus cher, quitte à réserver l'achat d'une voiture à un nombre plus restreint de clients.

Il est significatif que les constructeurs américains, qui ont licencié des centaines de milliers de travailleurs ces cinq dernières années, affichent aujourd'hui des profits plantureux en produisant moins. En 1983, les trois grands trusts automobiles américains, General Motors, Ford et Chrysler, ont vendu 6,8 millions de voitu-

res, soit 2,4 millions de moins que cinq ans plus tôt, mais en revanche ils ont réalisé des profits avoués de 6,2 milliards de dollars, soit 1,3 milliard de plus qu'en 1978.

De la même façon, le constructeur automobile italien Fiat (que le Parti Communiste cite volontiers en exemple car, à la différence de Renault, il a renoncé à ses plans d'investissement aux États-Unis) a licencié plusieurs dizaines de milliers de travailleurs en quelques années. « Il y a encore quatre ans, Fiat devait vendre 1,5 million de voitures pour gagner de l'argent. Aujourd'hui, le point mort a été ramené à moins de 1 million d'unités » écrit l'hebdomadaire financier *Valeurs Actuelles*. Et il y a fort à parier que Peugeot, qui s'apprête à mettre en sommeil la marque Talbot ou à s'en débarrasser définitivement, effectue le même calcul.

Quant aux constructeurs européens les plus profitables pour les capitalistes qui les contrôlent, ce sont tous, comme Mercedes, Volvo et BMW, des producteurs de voitures de luxe, qui vendent cher quelques centaines de milliers de voitures par an.

Gagner de l'argent, quitte à produire moins, c'est aujourd'hui le leitmotiv des capitalistes de l'automobile dans tous les pays.

Les études officielles prévoient au mieux 1 à 2 % d'augmentation annuelle des ventes d'automobiles dans les pays riches, les seuls solvables, pour les prochaines années, contre 5 à 10 % d'augmentation annuelle durant les années 1960 à 1980. Le ralentissement de la production ou, dans le meilleur des cas, une croissance très ralentie, n'est d'ailleurs pas propre à la branche de l'automobile. La plupart des secteurs de l'économie en sont aujourd'hui au même point. C'est le système tout entier des capitalistes qui ne tient plus la route.



# mobile

## □ Les sous-traitants automobiles licencient

Les fournisseurs, sous-traitants et équipementiers de l'industrie automobile emploient près de 700 000 salariés en France. Leur devenir dépend étroitement des constructeurs, qui ont déjà commencé à reporter une partie de leurs difficultés sur eux. Outre la baisse des commandes, les changements subits de fabrications, l'allongement des délais de paiement est une pratique de plus en plus répandue.

Ainsi chez Sicardi à Liancourt (Oise), les travaux commandés par Renault étaient réglés à 40 jours jusqu'en 1983. Au début de l'année, le délai de paiement est passé à 90 jours ; et avant les vacances à 120 jours. Dans le même temps, les prix payés au sous-traitant étaient baissés.

Selon le journal patronal *L'Usine Nouvelle*, les entreprises qui sont le plus en difficultés sont celles qui façonnent des pièces à la demande, quand les constructeurs n'ont pas la capacité de le faire. C'est le cas pour la forge, l'outillage, le décolletage, la transformation des plastiques, etc. Les commandes auraient chuté de 10 à 20 % cette année. C'est particulièrement vrai pour les sous-traitants de Peugeot.

Les équipementiers, qui fournissent des pièces spécifiques, des bougies aux amortisseurs, en passant par les freins, embrayages, alternateurs, etc., auraient des carnets de commandes mieux remplis.

Mais tous, du moins les entreprises petites et moyennes, dépendent de la politique des constructeurs. En 1983 Renault avait, d'après *L'Usine Nouvelle*, 1 600 fournisseurs. La Régie veut réduire ce chiffre à 600. « Une meilleure compétitivité de la sous-traitance

passera par une concentration de la production sur un nombre restreint d'entreprises », déclare un responsable cité par ce journal. Des restructurations et des licenciements en perspective...

D'ailleurs les effectifs ont déjà diminué. En cinq ans, ceux des équipementiers sont passés, d'après les chiffres des organisations patronales, de 141 744 à 121 727, soit 20 000 emplois supprimés. 30 000 emplois seraient actuellement menacés dans la sous-traitance.

Ducellier (allumage, alternateurs), racheté en avril dernier par Valéo, le géant des équipementiers français qui, lui, fait des bénéfices, a annoncé 481 licenciements. La société Le Profil aux Mureaux (Yvelines), qui fabrique des cadres de portes et des pièces de décoration et qui compte 1 800 salariés répartis dans huit usines, a déposé son bilan et prépare une restructuration. 26 licenciements sont annoncés chez Sicardi à Liancourt. L'usine Glaenzer Spicer de Poissy (joints de transmission pour poids lourds) a déjà supprimé 900 emplois ces dernières années : il ne reste plus que 300 personnes et d'autres licenciements se préparent, d'après le journal *Les Echos*. Floquet-Monopole (pistons, segments), qui voit ses ventes augmenter tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation, « a pourtant procédé à un allègement d'effectifs par un contrat de solidarité qui a concerné 250 personnes », affirme le même journal. Et évidemment il ne doit pas manquer de patrons dans ce genre pour tirer argument des temps difficiles pour réduire les effectifs et bloquer les salaires même quand les affaires marchent.

Michel BROUSSE

## □ Vignette automobile : un racket modulé

Pour la première fois cette année, les tarifs de la vignette automobile 1985 varieront selon les départements : les automobilistes devront acheter leur vignette dans le département d'immatriculation du véhicule et pourront seulement constater les variations de tarif. C'est en Corse, département qui bénéficie d'un régime dérogatoire, que la vignette sera la moins chère, le tarif de base ayant été fixé à 88 F pour les petites cylindrées. La Charente-Maritime par contre aura la palme du tarif le plus

élevé, avec une vignette à 226 F pour les petites cylindrées.

Dans chaque département, il reviendra désormais au Conseil Général de fixer les tarifs et ceux-ci peuvent être « modulés » de 5 % en plus ou en moins des coefficients fixés par la loi des finances 1984.

Alors bien sûr, côté vignette, il vaut mieux vivre actuellement en Corse qu'en Charente-Maritime. Cela dit, aucun automobiliste n'échappera à cette taxe obligatoire, qui a augmenté cette année de 8,4 % en moyenne.

## □ La foire à la voiture

Le 71<sup>e</sup> Salon de l'automobile et du motocycle a réuni à Paris quelque 200 constructeurs et carrossiers du monde entier.

Beaucoup de véhicules se ressemblent. Les prix sont d'ailleurs savamment étudiés pour se rapprocher, la R5 TL se situant par exemple à 47 600 F, la 205 GL à 48 400 F et la Samba GL à 48 300 F. Seule la Yogo 45 est vendue 30 900 F.

La plupart des constructeurs tentent de séduire la

clientèle fortunée (ou prête à s'endetter) en proposant pratiquement partout des modèles sport baptisés GSI ou GTI. C'est à croire d'ailleurs que la limitation de vitesse n'existe plus sur les routes ou les autoroutes... Un public, jeune en majorité, se presse autour de ces véhicules qui valent tous plus de 70 000 F.

Mais ces prix sont presque modiques, comparés à ceux des voitures que l'on peut regarder mais pas toucher, puisqu'elles sont pro-

tégées du public par des barrières de protection, de peur que l'on raye la peinture sans doute.

La Jaguar la plus chère vaut 360 000 F, la Mercedes 500 SEC 437 460 F, la Lamborghini atteint 724 500 F, l'Aston-Martin Lagonda dépasse le million de francs et la palme revient comme il se doit à un modèle de Rolls-Royce qui plafonne allègrement à 1 421 330 F.

A ce prix-là, bien sûr, pas besoin d'en vendre beaucoup...

Gilbert MAQUI



## □ Quand l'automobile a du plomb dans l'aile

La décision du gouvernement allemand de rendre obligatoire dans quelques années, plus tôt que prévu, la mise en place sur les automobiles circulant en RFA de dispositifs destinés à permettre l'utilisation d'essence sans plomb, a suscité la colère des constructeurs français et une protestation du gouvernement Fabius.

C'est que les constructeurs allemands, dont les recherches sont plus avancées en la matière, détiendraient ainsi une arme face à leurs concurrents étrangers sur le marché allemand, le premier d'Europe. C'est vrai. Mais de là à défendre l'essence au plomb utilisée encore aujourd'hui dans tous les pays d'Europe (à la différence de ce qui se passe

aux Etats-Unis et au Japon), malgré tous les dégâts qu'elle cause en matière de pollution, il faut une bonne dose de mauvaise foi. Gouvernement et patrons français n'en manquent pas.

Il est vrai que, de l'autre côté du Rhin, les producteurs d'automobiles qui ont finalement accepté d'avancer la date d'interdiction de l'essence au plomb ne se sont pas convertis à l'écologie au point d'accepter la limitation de la vitesse sur les autoroutes allemandes. La circulation à grande vitesse a beau multiplier, avec les dangers, les oxydes d'azote qui ravagent les arbres des forêts, elle alimente aussi les ventes de gros modèles du type BMW et Mercedes. Et pas question de freiner le commerce des bolides.

Marie ANTONIN



## AU CREUSOT

# C'est toujours l'attente, mais les travailleurs n'ont encore rien perdu

La situation à Creusot-Loire au Creusot a évolué depuis quinze jours. Et ceci n'est pas lié à des éléments nouveaux, puisque nous en sommes toujours à l'annonce d'environ 2 600 suppressions d'emplois (c'est-à-dire à peu près le même nombre qu'en septembre). Mais le fait caractéristique est le revirement de tout le haut encadrement et d'une partie de la maîtrise. Après s'être mis en avant dans la mobilisation, ils adoptent la politique inverse. Revirement en sens inverse de la CGT qui, elle, adopte par contre un ton beaucoup plus radical et appelle presque tous les jours les travailleurs à des débrayages et à des actions spectaculaires.

Dès l'annonce du nouveau plan de reprise par Usinor et Framatome, le 18 septembre dernier, des deux secteurs Énergie et Métallurgie, tout l'encadrement de l'usine s'est retrouvé comme un seul homme à soutenir ces deux nouveaux repreneurs. Ce sont ces mêmes cadres qui, derrière leur directeur, s'étaient virtuellement opposés aux représentants de Fives-Lille quand ils sont venus au Creusot, allant même jusqu'à les insulter, qui ont accueilli à bras ouverts les représentants d'Usinor et Framatome, proclamant qu'ils étaient d'emblée sur le même terrain et qu'ils pouvaient s'entendre.

Parallèlement à ces déclarations, dès le lundi 24 les chefs ont fait reprendre le rythme de travail dans les ateliers, et ils essayent de faire récupérer les samedis les heures de grève de la semaine, en passant individuellement auprès de chaque ouvrier pour les inscrire, chose qui ne s'est jamais vue auparavant à Creusot-Loire ! De nombreux chefs discutent avec les travailleurs en donnant leur point de vue sur la situation. Et leurs arguments sont souvent repris. On entend dire qu'une petite entreprise comme Fives-Lille ne pourrait reprendre un géant comme Creusot-Loire, mais qu'Usinor et Framatome seraient plus sérieuses : qu'il ne faudrait pas repousser d'éventuels repreneurs en bloquant la production et qu'il faudrait au contraire faire la démonstration de notre sérieux en travaillant du mieux possible. On entend dire aussi que des solutions sont recherchées par le gouvernement, les repreneurs, les syndicats ; alors patience !

Dans ce climat d'attentisme, créé en grande partie par la nouvelle attitude de la maîtrise, la CGT s'est retrouvée la seule à continuer à pousser à la mobilisation et elle se fait de

plus en plus radicale.

Les trois rassemblements dans différents points de l'usine, à l'appel de la seule CGT, le vendredi 28 septembre, ont réuni un millier de travailleurs sur les 6 000. Ce qui paraissait peu, par rapport à certains rassemblements précédents de 3 000 et 5 000 personnes. Mais la CGT a réussi à entraîner les autres syndicats faisant partie de l'intersyndicale, CFDT et CGC, à appeler à un rassemblement général devant la mairie du Creusot le mercredi 3 octobre. Lors de ce rassemblement, les syndicats ont fait le compte rendu des négociations de la veille, annonçant qu'environ 2 600 suppressions d'emplois accompagnaient le nouveau plan de reprise d'Usinor et Framatome. Il y avait là environ 3 000 travailleurs inquiets, mais dans l'ensemble préférant attendre de voir la suite des événements.

Le rassemblement suivant, le vendredi 5 octobre, qui d'après la CGT devait être une grande journée de lutte sur toute la ville (les ouvriers des autres usines, les commerçants, les lycéens, les professeurs étaient tous appelés à manifester), a compté un peu moins de monde, c'est-à-dire environ 2 500 personnes. Tout le monde est rentré à l'intérieur des laminoirs pour être à l'abri de la pluie, attendant le résultat, heure par heure, des négociations qui se tenaient à Paris. Bien que cette journée ait été prévue par les trois syndicats, l'atmosphère était tendue et confuse. Les responsables CFDT et CGC se sont fait siffler car ils paraissaient trop timorés. Un groupe de travailleurs proches de la CGT s'en sont pris à des journalistes présents, pour protester contre la presse, qui ne rendait pas suffisamment compte des événements du Creusot. Mais certains militants CGT se sont fait prendre à partie et reprocher qu'ils en voulaient trop. En fin d'après-midi, la CGT a annoncé que ses délégués avaient quitté la salle des négociations. Ils n'acceptaient pas de discuter du plan social concernant les travailleurs de Creusot-Loire sans pouvoir rediscuter du plan industriel.

Le lendemain samedi la CGT, soutenue par le Parti Communiste, a appelé à un rassemblement devant l'ANPE du Creusot, pour une action symbolique : murer l'entrée de l'ANPE, pour montrer que les travailleurs de Creusot-Loire n'accepteraient jamais de rentrer par cette porte. Cette action spectaculaire a été peu

suivie, par 70 personnes seulement.

Le lundi 8 octobre, de nouvelles négociations étaient prévues à 15 h au ministère du Travail. Une centaine de cégétistes sont partis en bus du Creusot dès 3 heures du matin pour occuper dès 10 heures les locaux du ministère, empêchant ainsi les représentants du gouvernement et les experts de Framatome et d'Usinor, réunis ensemble le matin, de se rendre dans la salle des négociations à 15 heures. Celles-ci ont donc été reportées au lendemain.

Le même jour, lundi après-midi, 500 travailleurs se sont rassemblés devant le pilon et sont allés occuper la perception, obtenant en fin de journée trois mois de délai pour le paiement des impôts. La CGT a obtenu mardi 9 octobre de nouvelles négociations sur le plan industriel, et criait victoire de ce seul fait.

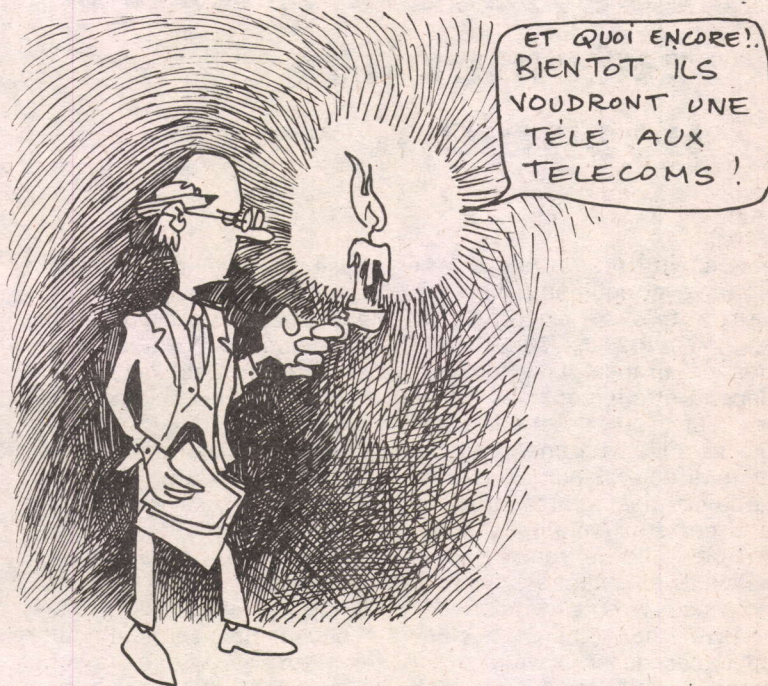
Le jeudi 11 octobre la CGT, suivie des autres syndicats, continue sur la même lancée. Elle a appelé les travailleurs à un nouveau rassemblement à 8 heures du matin. Environ 900 travailleurs étaient présents et sont allés occuper la sous-préfecture de Chalon. Nouveau rassemblement peu suivi, malgré l'unité syndicale retrouvée. Même les travailleurs présents ne croient plus beaucoup à l'efficacité des actions proposées par les syndicats, sans trop voir que faire d'autre.

En fait, les travailleurs de Creusot-Loire paraissent beaucoup plus désorientés que démoralisés, partagés entre les points de vue de la maîtrise, qui apparaissent à certains plus crédibles, et les points de vue de la CGT qui, lorsqu'elle réclame à tout prix un plan industriel qui maintienne la cohérence du groupe, n'est pas bien comprise. Et partout, dans les ateliers, dans les rassemblements, les discussions vont bon train. Un point de vue qui revient souvent est que, s'il n'est pas possible d'éviter les licenciements, il faut au moins à tout prix que ceux qui seront touchés ne partent pas sans prime conséquente, sans garantie de ressources réelle et sans promesse sérieuse de réembauche après une période de stage-formation.

En fait, rien n'est joué. Certains se disent qu'en fin de compte ils ont été jusqu'à présent entraînés à des mouvements spectaculaires par la maîtrise et les syndicats, puis par les syndicats seuls, qu'ils ne se sont pas encore réellement défendus, et qu'il reste encore une partie à jouer.

Correspondant LO

## Echos des entreprises



### FAUT PAS ERGONNER !

Dernièrement, un ergonome est venu. Ce monsieur, chargé d'améliorer les conditions de travail, a rendu visite à nos camarades des tables d'essais.

Le problème est délicat. En effet, comment améliorer les conditions de travail pour des employés astreints à travailler dans des locaux aveugles ? Mais en mettant des décorations, bien sûr !

Il y avait déjà eu des essais de ce genre, en peignant les

capots en rose.

Peut-être cette fois-ci l'ergonome va-t-il nous programmer des posters représentant des fenêtres avec un beau soleil et des petites fleurs. Une peinture qui, à défaut de lumière, nous procurerait l'illusion du soleil, la couleur du soleil. Mais, il ne faut pas rêver. Les ergonomies, c'est toujours sur notre dos.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Télécom - Aubervilliers.



### C'EST MOI QUI BOIS, C'EST TOI QUI ES SAOÛL

Un travailleur des Presses vient d'être licencié. Son encadrement et le chef du personnel lui reprochaient de boire un coup de temps en temps.

Mais, si ce dernier se met à virer ceux qui boivent un coup de temps en temps, cela posera des problèmes, y com-

pris dans la haute hiérarchie. Notamment chez certains des vireurs qui sont justement connus pour ne pas sucer des glaçons.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière General Motors - Gennevilliers.



5 octobre - 18 octobre 1934  
Ceux d'Oviedo

# De la proclamation de la République aux événements d'octobre 1934

Le 14 avril 1931, face à la crise politique que venait de révéler le résultat des élections municipales, le roi Alphonse XIII abdiquait. L'Espagne devenait officiellement une « République des travailleurs ». Mais les hommes qui arrivèrent au pouvoir ce jour-là n'avaient comme souci précisément que d'éviter que les travailleurs prennent eux-mêmes les choses en mains. Républicains et socialistes constituèrent un bloc, qui « se situa sur le terrain de l'instauration de la République pour empêcher les masses de prendre le chemin de la révolution socialiste », suivant l'expression de Trotsky.

Ces socialistes espagnols, qui avaient d'ailleurs collaboré dans la période précédente avec la dictature de Primo de Rivera (dont Largo Caballero fut conseiller d'Etat), furent les meilleurs auxiliaires de la manœuvre réalisée par les classes possédantes pour sauvegarder l'essentiel de leurs privilèges. D'après eux, tout devait être subordonné à la « consolidation de la République ». Sous ce prétexte, tous les problèmes importants qui se posaient à la société espagnole, y compris ceux qu'aurait dû régler une révolution démocratique bourgeoise (la réforme agraire, les nationalités), passèrent au second plan. L'unique classe qui profita de cette prétendue « consolidation de la République » fut la bourgeoisie, qui put ainsi passer les moments les plus difficiles, pour ensuite, une fois ses positions renforcées, s'attaquer à toutes les conquêtes de la classe ouvrière.

## □ Le virage socialiste de 1933

Ce pronostic de *Comunismo* fut vite confirmé. En novembre 1933 les élections législatives, qui eurent lieu dans un climat de désenchantement de la classe ouvrière et des travailleurs des champs, avec le drame de Casas Viejas en toile de fond (une répression sanglante menée par la République contre des paysans), virent la victoire de la droite, dont la partie la plus réactionnaire était regroupée au sein de la Confédération Espagnole des Droites Autonomes (CEDA) de Gil Robles. Ce fut le début de la période de réaction qu'on appela le « Bienio negro », les deux années noires.

Après leur descente de l'Olympe gouvernemental, l'attitude des dirigeants socialistes changea radicalement en quelques mois. L'ex-ministre du Travail Largo Caballero se déclara partisan de la « dictature du prolétariat ». Son vieux rival, l'ex-ministre des Finances Prieto, essayait dans le même temps de démontrer son « militantisme prolétarien » en introduisant des armes de contrebande aux Asturies. Démonstration qui tourna court, car les armes furent interceptées par les douaniers et Prieto se sauva en France, où il resta réfugié jusqu'à la fin 1935.

Les socialistes profitèrent aussi de cette période pour renforcer, comme ils l'avaient fait durant la dictature, leurs propres organisations. La centrale syndicale anarcho-syndicaliste, la CNT, était bien sortie de l'illégalité à laquelle l'avait contrainte la dictature. Mais c'est au Parti Socialiste que profitait avant tout la législation du travail élaborée par le ministre socialiste Largo Caballero.

Le principal objectif de ces lois et de la multitude d'organismes qui furent créés pour les appliquer était, naturellement, le maintien de la paix sociale. Il s'agissait de réduire la mission des syndicats à négocier avec les patrons, d'imposer des processus de conciliation, en même temps que le droit de grève était restreint par l'obligation d'un préavis de huit jours. Comme sous la dictature, la bureaucratie syndicale et les fonctionnaires du Parti Socialiste s'employèrent à occuper les postes de tous les organismes chargés d'appliquer les lois qui sortaient du ministère du Travail.

*Comunismo*, l'organe de l'Opposition de Gauche espagnole, écrivait à ce propos en 1932 : « Aujourd'hui, les socialistes espagnols peuvent contenir un peu les dirigeants ouvriers contestataires, parce que tous ont des pistons et des postes dans la « République des travailleurs ». Demain, quand la social-démocratie passera à l'opposition, quand il n'y aura plus ni ministres ni pistons socialistes, se posera le même problème qu'en Allemagne ou qu'en Angleterre : la lutte par crainte du divorce avec la classe ouvrière ».

C'est que ce qui était arrivé en Allemagne au début de 1933, où les socialistes furent balayés de la carte politique par les nazis sans offrir de résistance, ou ce qui venait de se passer en Autriche, où le chancelier Dollfuss avait écrasé à coups de canons les quartiers ouvriers de Vienne, le dernier bastion des socialistes autrichiens, donnait à réfléchir aux dirigeants du Parti Socialiste.

« Nous ne nous laisserons pas intimider comme les sociaux-démocrates allemands, et nous ne permettrons pas qu'on nous élimine comme les socialistes autrichiens », répétaient inlassablement les dirigeants du PSOE et du syndicat qu'ils contrôlaient, l'UGT. Mais, comme les faits devaient le montrer plus tard, toutes ces déclarations n'avaient qu'un objectif, intimider la bourgeoisie, pour que celle-ci ne se hasarde pas à aller jusqu'au bout dans la politique commencée après la victoire électorale de la droite : confier le gouvernement aux hommes de la CEDA, pour qu'ils appliquent leur programme antiparlémentaire, qui menaçait la vie même du PSOE.

« La démocratie, avait dit en effet Gil Robles peu avant les

élections de 1933, n'est pas une fin pour nous, seulement un moyen pour arriver à la conquête de ce nouvel Etat. Quand arrivera le moment, les Cortes se soumettront, ou nous les ferons disparaître ».

Mais si la phraséologie révolutionnaire qu'employaient désormais les dirigeants socialistes leur permettait d'accroître leur influence sur les mas-

ses ouvrières et paysannes radicalisées et franchement hostiles à la politique réactionnaire du gouvernement, la droite ne la prenait pas au sérieux. « Vous, les socialistes, vous serez toujours incapables de déclencher la révolution, parce que vous la craignez. Nous savons que de votre part tout en restera aux mots » leur avait dit un jour Gil Robles.

## □ 1934 : entre les luttes ouvrières et la grève des ouvriers agricoles

Les maçons, les métallurgistes et les imprimeurs lancèrent plusieurs grèves revendicatives au commencement de l'année. Au printemps, la CNT réussit à paralyser Saragosse pendant six semaines, au cours d'une grève générale déclenchée pour exiger la libération des travailleurs arrêtés lors de la tentative de soulèvement anarchiste de décembre 1933. Et quand les familles des grévistes furent confrontées au spectre de la faim, la classe ouvrière de Barcelone et de Madrid participa à un grand mouvement de solidarité, accueillant les femmes et les enfants des grévistes. « En quelques jours, écrivit le militant trotskyste Munis, il n'y avait plus assez d'enfants et de femmes à Saragosse pour satisfaire les offres d'hébergement ».

Le 22 avril, quand Gil Robles essaya de convoquer une grande manifestation de masse à El Escorial, les travailleurs de Madrid — comme le feront ensuite ceux des Asturies lors de la concentration de Covadonga — répondirent en déclenchant une grève générale qui laissa la ville complètement paralysée durant vingt-quatre heures, empêchant ainsi l'arrivée de la majorité des assistants prévus.

Dans les campagnes, où la réduction des salaires et les licenciements avaient considérablement augmenté la misère, on parlait depuis des mois d'une grève des travailleurs agricoles. Selon des sources officielles, il y avait 150 000 familles de paysans qui manquaient de l'indispensable.

Le gouvernement répondit en décrétant que la récolte était un « service public », suspendit les droits de réunion et imposa la censure dans les régions concernées. Il recourut à la Garde Civile et à la Garde d'Assaut, et 7 000 ouvriers agricoles furent arrêtés durant les deux semaines que dura la grève. Beaucoup d'entre eux furent envoyés dans des prisons situées à des centaines de kilomètres de distance de leur lieu de résidence. Finalement, le 20 juin, vaincus et démoralisés, les ouvriers agricoles reprenaient le travail.

On a beaucoup discuté sur l'opportunité de cette grève. Le Parti Socialiste la considéra prématurée et inopportune. Par contre Munis, représentant de la Gauche Communiste

## □ La formation des « Alliances Ouvrières »

aux côtés de la Gauche Communiste et du BOC, l'UGT, la fédération socialiste du PSOE et des secteurs d'opposition de la CNT.

Au début de 1934, Largo Caballero s'était prononcé pour l'extension des Alliances à d'autres régions. Mais les socialistes ne firent pas grand-chose pour atteindre cet objectif et s'employèrent essentiellement à utiliser celles qui existaient pour donner plus de corps à leurs menaces « révolutionnaires ».

Aux Asturies, l'Alliance Ouvrière se constitua surtout grâce au travail développé par les militants du BOC, de la Gauche Communiste et des syndicats oppositionnels de la CNT.

A Madrid, où dominaient le PSOE et l'UGT, l'Alliance Ouvrière ne se constitua pas

En cela, Gil Robles avait raison. Ce que craignait réellement la bourgeoisie, ce n'était pas le verbalisme révolutionnaire des dirigeants socialistes, mais le fait que leurs promesses de déclencher la révolution étaient reçues avec enthousiasme par les masses et que celles-ci étaient disposées à transformer leurs paroles en actes.

(trotskyste) au sein de l'Alliance Ouvrière de Madrid, dénonça le refus que les socialistes opposèrent à ses propositions d'appuyer la grève, et affirma que le moment politique était exceptionnellement favorable pour une action convergente du prolétariat industriel et de la paysannerie pauvre : « Les patrons ne pouvaient retarder les récoltes sans pertes graves. En ville le prolétariat, remis de ses échecs antérieurs par les victoires des grèves politiques, de celles du bâtiment, des métallurgistes, de Saragosse, débordait d'esprit de lutte et se sentait enclin à soutenir les paysans comme ses alliés naturels ».

En fait, l'opposition des dirigeants socialistes à mobiliser le prolétariat industriel, sous prétexte de préserver les forces de celui-ci, apparaît purement et simplement comme une trahison de la grève agricole, une grève qu'ils avaient pourtant suscitée en la présentant comme le début de la révolution.

Si le prolétariat industriel avait appuyé la grève des campagnes, cela n'aurait peut-être pas débouché sur la révolution, mais cela aurait certainement provoqué la chute du gouvernement et des Cortes réactionnaires qui l'appuyaient. Et surtout, cela aurait empêché la rupture qui se produisit entre la ville et les champs, et qui allait se payer si cher en octobre. Car il était évident que le mouvement paysan ne serait pas en état de participer à quelque action révolutionnaire que ce soit avant d'avoir soigné ses blessures.

avant mai 1934. Et les socialistes se gardèrent bien de lui donner un rôle quelconque dans les luttes qui précéderent octobre, et plus encore au moment du soulèvement.

Mus par des raisons distinctes, mais démontrant un égal sectarisme, aussi bien le PCE que les anarchistes (à l'exception de la CNT asturienne) se refusèrent dès le début à entrer au sein des Alliances Ouvrières. Et si l'absence du PCE n'était pas grave, en raison de sa faible influence au sein de la classe ouvrière dans cette période, il n'en était pas de même de celle de la CNT, dont l'influence était déterminante à Barcelone et qui à Madrid aurait pu contre-balancer la prépondérance et l'attentisme des responsables socialistes.

Gabriel CATALA



## Comment la révolution resta isolée

Le 4 octobre, quand Lerroux annonça publiquement la constitution de son nouveau gouvernement, avec l'entrée de trois ministres de la CEDA, les dirigeants socialistes — comme l'avait prédit Gil Robles — n'osèrent pas lancer la « révolution sociale » dont ils avaient tant parlé. Au lieu de l'insurrection annoncée, ils se limitèrent à appeler à une « grève générale pacifique » dans tout le pays, espérant encore que le président de la République, Alcalá Zamora, réfléchirait et exigerait la démission du nouveau gouvernement.

Dans les principales villes d'Espagne, la grève fut totale à partir du 5. Mais la campagne, encore ébranlée par la répression qui avait suivi la grève de juin, ne seconda pas le mouvement, sauf en quelques villages isolés.

Au Pays basque, le Parti Nationaliste Basque préconisa de « ne pas participer à quelque mouvement que ce soit ». Et le Syndicat des Travailleurs Basques qui lui est lié, plus souple, ordonna de travailler « là où on pourra travailler sans problème » et de se retirer « sans participer à une quelconque activité », au cas où il y aurait « quelque difficulté ou problème ».

Selon l'historien Tunon de Lara, « à Bilbao et dans toute la vallée, la grève fut totale. Mais le comité socialiste était divisé sur la tactique à suivre. Ces doutes et l'absence d'unité firent échouer l'insurrection. La grève dura une semaine. En revanche, dans la zone minière, les forces gouvernementales ne purent pas pénétrer avant le 11, secondées par l'aviation, et les ouvriers résistèrent sur les barricades. » Plusieurs localités de cette zone minière, comme de celles de Léon et de Palencia, resteront aux mains des travailleurs plusieurs jours.

### □ L'échec de Madrid

A Madrid, la grève générale dura aussi une semaine. Au matin du 5, la ville apparaissait complètement paralysée. La foule se concentrait dans les rues, dans l'expectative. Les gens croyaient que la consigne de « grève générale pacifique » était une astuce des socialistes, destinée à désorienter le gouvernement, et qu'ils ne tarderaient pas à appeler à l'action. Mais la « direction révolutionnaire » se maintenait invisible et silencieuse. Et à la fin de la journée, ceux qui étaient désorientés par la prétendue « tactique » socialiste n'étaient pas Lerroux et ses ministres, mais les travailleurs qui avaient espéré en vain de nouvelles consignes et les armes vaguement promises par les dirigeants du PSOE et de l'UGT. En effet, pendant que le gouvernement, une fois passée la première peur, commençait à réagir et que les forces de répression se décidaient à dissoudre violemment les rassemblements de travailleurs, la démoralisation se répandait parmi ceux-ci, devant ce que beaucoup considéraient comme une trahison de leurs dirigeants. A partir de là, il était clair que le mouvement se déroulerait à Madrid sans insurrection ni lutte sérieuse.

### □ L'avortement catalaniste de Barcelone

A Barcelone, la CNT exerçait une hégémonie presque absolue au sein de la classe ouvrière. Toute tentative d'insurrection était d'avance condamnée à l'échec si elle n'obtenait pas la participation des anarchistes. Cette évidence aurait dû guider toute la politique de l'Alliance Ouvrière

dans les mois qui précédèrent l'insurrection. Malheureusement il n'en fut pas ainsi. Et si le sectarisme de la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique) contribua énormément à maintenir l'hostilité de la CNT envers l'Alliance Ouvrière, il est non moins certain que les dirigeants de celle-ci firent tout pour que les anarcho-syndicalistes la considèrent comme le rassemblement de tous leurs adversaires.

En particulier, l'Alliance Ouvrière flirtait avec les nationalistes catalans et apparaissait comme un allié du gouvernement de la Généralité, dont les forces de police se consacraient à poursuivre les anarchistes. Cette politique répressive du gouvernement catalan culmina le 4 octobre avec la détention des principaux dirigeants anarchistes, la fermeture de tous les syndicats de la CNT et l'interdiction de ses périodiques.

La politique de la Généralité correspondait aux positions ultra-nationalistes et fascistes de son conseiller de l'Intérieur, Dencas, et de ses « chemises vertes », violemment opposés à l'anarcho-syndicalisme. Mais l'Alliance Ouvrière se laissa entraîner par le catalanisme de la majorité des organisations qui la composaient.

Pour Maurin, le principal leader du BOC et inspirateur de l'Alliance Ouvrière, c'était la Généralité qui avait en ses mains la possibilité d'empêcher la contre-révolution. « Le succès ou l'échec dépend de la Généralité » écrivit-il. Selon lui, il fallait éviter que cette dernière comme la petite bourgeoisie se méfient des masses travailleuses. « Il faut faire en sorte, disait-il, que cette crainte ne surgisse pas. Et pour cela le mouvement ouvrier se rangera au côté de la Généralité, pour faire pression sur elle et lui promettre de l'aide sans se mettre devant ».

Dans ces conditions, ce à quoi l'on assista eut plus le caractère d'un opéra-bouffe que d'autre chose. Le 6 au soir, le président Companys déclara d'une voix timide et vacillante « l'Etat catalan au sein de la République fédérale espagnole ». Aussitôt, les dirigeants catalanistes, avec Companys à leur tête, s'enfermèrent dans la Généralité, espérant que le général commandant la place, qui était catalan, ne ferait pas intervenir la garnison locale contre eux et leur donnerait le temps de négocier un compromis avec le gouvernement central. Mais, contrairement aux prévisions, l'armée intervint immédiatement ; et à cinq heures du matin le gouvernement Companys avait capitulé et prenait le chemin de la prison.

Finalement, même la CNT s'impliquera dans les événements, en acceptant de prendre la parole à la radio officielle pour demander aux travailleurs de reprendre le travail.

### □ L'exemple des Asturies

Mais aux Asturies, de nombreux militants des organisations ouvrières avaient pris au sérieux l'idée qu'il fallait répondre par l'insurrection à l'arrivée de la CEDA au gouvernement.

Aux premières heures du 5 octobre, armés de quelques fusils, de carabines de chasse, d'ustensiles de labour et de cartouches de dynamite, les mineurs de Mieres et de tout le bassin minier se lancèrent à l'assaut des casernes de la Garde Civile et des Gardes d'Assaut. Cela se fit de façon organisée. Avant l'insurrection, un comité provisoire avait été nommé et les combattants distribués en groupes de trente hommes pourvus d'un chef.

Mieres avait donné l'exemple. Dans les heures qui suivirent tombèrent toutes les casernes de la zone minière, celles de Turón, de Sama et des autres agglomérations des bassins du Nalon et de l'Aller. Le soir du 5, des Comités Révolutionnaires s'étaient formés dans toute la région.

Maintenant, l'attention se tournait vers la capitale des Asturies, Oviedo, vers laquelle les mineurs se dirigeaient, à pied ou en camion, et où ils arrivèrent à l'aube du 6 octobre.

Le mouvement n'avait pas encore commencé à Oviedo, où les travailleurs se trouvaient dans l'expectative, attendant le signal du Comité Révolutionnaire. Cette indécision avait d'ailleurs donné le temps aux forces de l'ordre de s'organiser, et il est très probable que sans l'arrivée des mineurs il ne se serait rien passé.

Mal armés, disposant uniquement des fusils pris aux forces de l'ordre vaincues, de quelques carabines et pistolets, les mineurs se lancèrent à l'assaut d'Oviedo. Ils étaient en position d'infériorité par rapport aux bataillons de l'armée et de la police, mais ils avaient ce qui manquait à ceux-ci : l'enthousiasme et le courage que donne la conviction de lutter pour changer la société. Beaucoup tombèrent en avançant à poitrine découverte face aux mitrailleuses ennemies. Mais peu à peu, maison par maison, coin de rue par coin de rue, ils pénétrèrent dans la ville. Ouvrant le passage aux fusiliers, avançaient les dynamiteurs, ces hommes qui sont entrés avec tous les honneurs dans l'histoire du mouvement ouvrier, tant par leur action dans la révolution asturienne que sur le front de Madrid durant la guerre civile.

Si Oviedo fut prise, les choses se passèrent moins bien dans la seconde ville et principal port de la province, Gijón. Là aussi les travailleurs atten-



La proclamation de la République est accueillie par un rassemblement populaire à Madrid, à La Puerta del Sol.



## aux Asturies

daient des consignes. Mais cette indécision des dirigeants ouvriers fut mise à profit par le commandant militaire de la place pour occuper tous les points stratégiques de la ville dans la nuit du 5 au 6 octobre.

Les combats ne commencèrent que le 6. Le 7, les révolutionnaires de Gijón s'étaient retranchés dans les quartiers ouvriers et de fait encerclaient la ville, mais ils ne disposaient pas d'un armement suffisant pour la conquérir. Et cela fut d'une importance considérable pour le sort de la Commune asturienne, car le port de Gijón fut précisément l'un des principaux points par lesquels arrivèrent les troupes de répression. Dès le 10, des légionnaires et des chasseurs d'Afrique y débarquaient. Mais il fallut huit jours aux forces du général Lopez Ochoa, malgré leur considérable supériorité en armement, pour obliger les mineurs asturiens à capituler.

Ils avaient été vaincus parce qu'ils étaient restés isolés, parce que les organisations qui prétendaient à la direction de la classe ouvrière les avaient laissés isolés, parce que toute

la valeur des militants de la CNT ne compensait pas l'absence d'une politique révolutionnaire. Parce que les dirigeants du PS avaient beaucoup parlé de révolution socialiste, mais la craignaient en fait autant que la bourgeoisie.

La répression fut impitoyable, sanglante. Mais elle ne brisa pas pour autant la classe ouvrière asturienne, ni espagnole. Moins de deux ans plus tard, cette classe ouvrière se dresserait unanime contre la tentative de coup d'Etat militaire, aux destinées de laquelle présidaient les généraux qui avaient été les bourreaux des travailleurs asturiens.

Et si une fois de plus la classe ouvrière fut vaincue, et cette fois-ci pour toute une période historique, les causes de cet échec furent fondamentalement les mêmes que celles de la défaite d'octobre 1934 : l'absence d'une direction révolutionnaire, à la hauteur de la combativité, de l'héroïsme du prolétariat espagnol.

Par delà un demi-siècle, cette leçon est toujours valable.

G. C.



Après la tragi-comédie de Barcelone, l'armée s'empare des rebelles.

## Comment on vivait dans Sama révolutionnaire

A Sama, une fois dominée la situation, le Comité Révolutionnaire publia une proclamation de constitution de l'Armée Rouge (qui fut reproduite avec de légères variantes dans presque tout le territoire gagné à la révolution). Cette proclamation affirmait :

« Dès la publication de cette proclamation est constituée l'Armée Rouge, tous les travailleurs qui sont disposés à défendre avec leur sang les intérêts de la classe prolétarienne pouvant s'y inscrire et y appartenir. Cette armée sera composée et dirigée de la manière suivante :

1) Tous ceux qui ont 18 ans jusqu'à 35 ans peuvent s'enrôler dans l'Armée Rouge.

2) Une fois incorporés dans ses rangs, ils devront observer une discipline de fer.

3) Les désertions et désobéissances seront châtiées avec sévérité.

4) Sont exclus de l'Armée Rouge tous ceux qui auront appartenu à la classe exploiteuse.

L'écrasement des contre-révolutionnaires, la conservation de nos positions, exigent d'avoir une armée invincible, aguerrie et vaillante pour édifier la société socialiste ».

Le Comité Révolutionnaire de Sama se divisa en comité militaire, comité sanitaire et comité de ravitaillement, chacun étant subdivisé en autant de commissions auxiliaires qui seraient nécessaires.

Le comité militaire se chargeait d'organiser les troupes destinées aux fronts d'Oviedo et de Campomanes et de maintenir l'ordre public. Les hommes qui allaient au front étaient relevés tous les deux jours par des troupes fraîches,

pendant que les autres revenaient chez eux pour se reposer. Cela était surtout dû au manque de munitions : il n'y avait pas assez de balles pour tous ceux qui voulaient lutter.

Les rues de Sama étaient surveillées par des escouades de dix hommes, tous ouvriers, sous les ordres d'un chef qui était en même temps responsable du comportement de ses hommes devant le comité militaire. Durant la nuit, la surveillance était renforcée. Les patrouilles parcouraient continuellement toutes les rues de l'agglomération. Les habitants savaient que leurs maisons et leurs biens étaient mieux gardés que jamais. De nuit, les bourgeois et les gens suspects d'être des adversaires de la révolution se laissaient voir le moins possible. Personne ne pouvait circuler sans donner le mot de passe de la révolution : « U-H-P » (les initiales espagnoles de « Union des Frères Proletaires ») et sans lever le poing en croisant les patrouilles.

Le comité sanitaire centralisa tous les services sanitaires dans l'hôpital de Duro-Felguera, lequel fut placé sous la direction d'un médecin communiste. Les malades pauvres étaient soignés gratuitement et on secourait tout le monde, sans distinction ni différence de classe. Les consultations des médecins et dentistes à domicile furent supprimées et incorporées aux services de l'hôpital.

Le comité d'approvisionnement fut créé immédiatement après que la résistance de la Garde Civile eut été vaincue. Pour le former, on choisit trois militants sûrs et d'une honnêteté prouvée, qui pouvaient s'adjoindre autant de camara-

des que nécessaire pour mener leur tâche à bien. Une vingtaine de délégués furent nommés, qui par paire se chargeaient des besoins d'une rue ou plus, selon son importance. Pour mieux satisfaire ces besoins, et aussi pour établir un rationnement proportionnel, chaque groupe réalisa un recensement des familles, avec les gens qui la composaient, sans exclure quiconque, quelle que fût son appartenance sociale ou son idéologie politique. Les délégués se chargeaient de recueillir auprès du comité les bons qui correspondaient à chaque famille et les répartissaient maison par maison. Ces bons équivalaient à 2,5 pesetas pour une famille de deux personnes et s'échelonnaient jusqu'à 8,5 pesetas pour une famille de douze personnes.

Un contrôle rigoureux sur la délivrance de ces bons comme sur les achats de nourriture était exercé, et nul ne pouvait en obtenir d'une autre manière, même s'il s'agissait des membres les plus influents du comité.

On fit aussi le recensement exact du nombre d'animaux existant dans la ville, pour connaître les réserves de viande disponibles. Quand au bout de quelques jours la viande vint à se raréfier, les délégués du comité, argent en main, achetèrent une centaine de moutons à des bergers qui avaient leurs troupeaux dans les montagnes proches. La ration journalière donnée à ceux qui travaillaient (entretien des mines, boulangeries, électricité) et à ceux qui combattaient était d'une demi-livre ; et, pour les malades et les blessés, ce que prescrivait le médecin. Pour la distribution au détail, on utilisa les établis-



La répression à l'œuvre dans les Asturies : la Garde Civile emmène une colonne de prisonniers.

sements déjà existant. Les boutiquiers l'acceptèrent de bon gré, et la majorité d'entre eux se montra disposée à accepter le nouvel état de choses.

Pour se procurer le lait nécessaire, le comité arriva à un accord avec les paysans, pour que ceux-ci fournissent le lait à la population en échange de nourriture pour les animaux ou de vêtements. Ces derniers avaient été réquisitionnés pour équiper les soldats et c'était le comité qui les possédait et les distribuait.

Durant les quinze jours que dura la révolution, la vie de Sama se déroula sans trop de problèmes. Les uns s'employaient aux travaux qui correspondaient à leurs compétences, les autres s'occupaient de la formation militaire de ceux qui devaient aller au front, et la majorité rendait les services que lui demandait le

Comité Révolutionnaire.

Narcis Molins i Fabrega, dont nous avons utilisé le témoignage pour rédiger ce sommaire résumé de l'organisation de la vie à Sama durant cette courte mais riche expérience révolutionnaire le termine ainsi :

« La lumière fonctionnait et la vie était normale en tout : aussi normale que peut l'être la vie d'une agglomération où à chaque moment entrent des autobus avec des blessés qui reviennent du front et apportent des nouvelles de quelque camarade qui ne reviendra pas, et d'où sortent trois ou quatre fois par jour des expéditions de soldats qui vont au combat, duquel ils ne reviendront peut-être pas, ou reviendront comme ceux-là qui entrent en ville blessés, et saluant le point levé en acclamant la révolution. »

G.C.



DANS  
LES ENTREPRISES

# Les travailleurs d'une fonderie Peugeot-Talbot occupent leur entreprise

Depuis le 26 septembre, une fonderie du groupe Talbot est occupée par les travailleurs licenciés de l'entreprise. Elle est située à Bondy en Seine-Saint-Denis. En juillet dernier elle occupait encore 401 salariés.

Chacun savait que les jours de cette usine étaient comptés. La direction, la maîtrise et la CSL — seul syndicat présent dans l'usine — faisaient miroiter à chaque ouvrier la possibilité d'être muté à l'usine de Poissy, à Mulhouse, etc. Ils n'avaient pas d'inquiétude à avoir !

A partir du 17 juillet, l'entreprise a été déclarée en chômage technique pendant quinze jours, juste avant la fermeture annuelle. C'est pendant cette période de congés que la direction a fait son coup en douce et qu'elle a envoyé à 259 travailleurs une lettre de licenciement à leur domicile, lettre que certains n'ont donc retrouvée qu'au retour des congés.

C'est avec la complicité des pouvoirs publics, par l'Inspection du travail qui a donc accepté les licenciements

après que le Comité d'Entreprise eut lui-même avalisé les propositions du groupe Peugeot-Talbot. Tout ce beau monde, patron, CSL et gouvernement, a fait son coup au moment où de toute façon les travailleurs ne pouvaient réagir.

Mais au retour des vacances, courant septembre, de dehors, les travailleurs se sont organisés et ont occupé l'usine à partir du 26 septembre. Les grévistes demandent que leur cas soit pris en compte avec les autres travailleurs licenciés du groupe Peugeot, en particulier qu'ils puissent bénéficier du plan social de formation comme les ouvriers de Citroën et ceux de Talbot Poissy. Car, aussi maigre soit-il, pour l'instant les travailleurs de l'usine de Bondy en sont exclus. Le seul droit qu'on accorde aux travailleurs immigrés licenciés, qui sont la grande majorité, c'est l'aide au retour, mais ce n'est pas là un droit spécial, ni une concession de Talbot-Peugeot. D'autre part, ils demandent que pour 80 % d'entre eux, atteints de silicose, leur

maladie soit reconnue comme maladie professionnelle, ce qui n'est pas le cas actuellement. Certains travaillent à cette fonderie depuis 30 ans. Et après toutes ces années d'exploitation on les jette à la rue sans leur reconnaître leurs droits.

Dans cette usine qui travaillait pour les grandes firmes automobiles, Talbot, Peugeot, General Motors, British Leyland, les conditions de travail étaient celles du 19<sup>e</sup> siècle. Pas de sécurité, pas d'aspiration des poussières et des fumées. Dans les caves d'acheminement du sable, les ouvriers devaient pelleter courbés, parce que le plafond était trop bas pour tenir debout. Il n'y avait qu'un seul syndicat obligatoire, la CSL. Le directeur et les chefs CSL appelaient les ouvriers : « les Indiens ».

Pour l'instant, les travailleurs licenciés occupent jour et nuit. Cette occupation leur a permis de vérifier les méthodes policières de la direction, en mettant en particulier la main sur les archives de la direction.

PTT Hôtel des Postes (Lyon)

## Les facteurs empêchent un licenciement

Une de nos collègues, préposée stagiaire, vient de se voir notifier son licenciement pour inaptitude professionnelle. Elle n'avait pas obtenu son examen de tri général. Cet examen est exigé à la Recette Principale mais ne l'est pas dans les autres bureaux distributeurs de Lyon. Et l'administration se refusait à titulariser notre collègue sans cet examen. Ainsi l'administration n'était pas gênée de la priver de toutes ressources, alors qu'elle a un enfant à charge.

Devant ce fait sans précédent, les préposés de son secteur ont lancé une pétition. Ils sont allés trouver ceux d'autres secteurs pour leur demander de la faire circuler. Elle a recueilli ainsi près de 250 signatures. Puis une délégation d'une vingtaine d'entre eux est allée la remettre au receveur. Celui-ci s'est engagé à appuyer favorablement le reclassement de notre collègue, pour qu'elle ne se retrouve pas sans travail. La direction départementale, se déclarant préoccupée de cette affaire, faisait

de son côté de vagues promesses pour lui trouver un emploi.

Ces réponses pleines de bonnes intentions n'ont pas suffi aux facteurs. Et c'est par une délégation d'une cinquantaine de personnes qu'ils l'ont fait savoir le 5 octobre. Deux heures plus tard, la direction prenait des engagements fermes pour que cette préposée soit réintégrée dans l'administration dans le grade d'agent de service.

Mexandeau demandait il y a quelque temps plus de sévérité aux chefs de centres. L'application zélée des consignes ministérielles ne passe pas toujours comme une lettre à la poste.

Correspondant LO

CGEE ALSTHOM

(Rennes)

## Menace de licenciement

A l'agence régionale CGEE-ALSTHOM de Rennes, nous nous opposons au licenciement d'un de nos camarades. La direction locale prend prétexte de son poids (128 kg) pour le licencier, en disant que cela l'empêcherait de monter les échelles. Prétexte, car ça fait plus de 25 ans que notre camarade travaille dans l'entreprise, et jamais son poids important ne lui a été reproché.

Le directeur n'en est pas à son premier mauvais coup. Lorsqu'il était à l'agence de Lannion, il y a eu 20 licenciements et 40 mutations à CIT-ALCATEL. Et ceux qui ont été mutés sont à leur tour menacés de licenciement car CIT-ALCATEL va fermer. Manifestement, il veut faire de même à Rennes : l'atelier de plomberie est menacé de fermeture, le bureau d'études menacé de réduction.

Alors nous avons décidé de réagir. La semaine dernière, à l'appel de la CGT, nous avons été 50 % des 120 travailleurs à débrayer deux fois deux heures. Comme ça n'a rien donné, lundi on a fait grève toute la journée et là, tout le monde y a participé, y compris et pour la première fois les bureaux.

Nous sommes contents d'avoir montré notre colère à la direction, bien que nous sachions que ça ne suffira pas pour gagner.

AGF

## Le patron veut « s'attacher » les syndicats...

Aux Assurances Générales de France, le directeur du personnel se félicite des bonnes relations qu'il entretient avec les organisations syndicales. Ce qui lui permet d'écrire : « Ceci montre que les AGF ont toujours su apprécier très largement le rôle des organisations syndicales et les conditions dans lesquelles elles avaient à l'exercer. »

Alors il s'empresse, en tenant compte des lois Auroux, de leur proposer de « régler d'un commun accord les conditions d'exercice des activités syndicales légales et extra-légales ». Ainsi chaque organisation syndicale aura droit à 6 délégués syndicaux disposant chacun de 20 heures par mois. Les délégués du personnel et au Comité d'Entreprise suppléants bénéficient du même crédit d'heures que celui qui est accordé par la loi aux titulaires. Sans compter plusieurs dizaines d'heures au moment des élections professionnelles, pour des stages, congrès, etc. Et, en cas de cumul de mandat électif et non électif, il est même prévu des détachements à plein temps du poste de travail.

Donc aux AGF on ne peut

pas dire que les organisations syndicales ne disposent pas de temps pour leurs activités.

Mais attention : en contrepartie, les activités syndicales sont soumises à un contrôle renforcé... du patron. Jusqu'à présent, un militant syndical pouvait prendre la parole et distribuer des tracts dans les bureaux sans restriction. A présent, les réunions d'information du personnel, autrement dit les prises de parole dans les bureaux, ne sont autorisées que « sur accord du chef d'établissement et après information du responsable de service, sans pouvoir excéder 5 à 10 minutes » et uniquement à certaines heures de la journée.

De même « les adhérents de chaque section syndicale peuvent se réunir une fois par trimestre pendant une demi-heure, dans l'enceinte de l'entreprise. Un quart d'heure est considéré comme temps de travail et payé comme tel... La liste des participants à la réunion devra être remise au chef d'établissement ou à la direction du personnel. »

Ou bien encore, si des panneaux d'affichage sont à la disposition des organisations



syndicales pour leurs communications, gare à la censure car « un exemplaire en est transmis simultanément au chef d'établissement ».

Et alors que la distribution des tracts se faisait en passant dans les bureaux, ils devront dorénavant être distribués aux portes de l'entreprise.

Nombre de travailleurs ne croiront pas qu'une organisation syndicale accepte le contrôle d'un patron sur ses activi-

tés. Mais il faut croire que, pour les syndicats CFDT, FO, CFTC et CGC des AGF, ce n'est pas un problème. Seule la CGT a refusé pour le moment de rentrer dans le jeu du patron.

Une question se pose quand même : s'ils ne peuvent passer dans les bureaux, comment les délégués utiliseront-ils toutes ces heures ?

A regarder voler les mouches du fond de leur permanence ?

Correspondant LO



THOMSON TELEPHONE

## Le Comité Central d'Entreprise n'a pas eu lieu

Le mardi 9 octobre, près de mille travailleurs de différentes usines de Thomson-Téléphone se retrouvaient à Colombes pour manifester contre les 1524 « suppressions d'emplois » qui devaient être annoncées là à l'occasion d'un Comité Central d'Entreprise.

Le « plan social » — plan de licenciement de la direction — était déjà connu. Un document avait été transmis aux syndicats : 800 travailleurs des installations sur 1600 étaient considérés comme en « sur-effectif » ; 190 travailleurs de l'usine de Lannion qui en compte 274 ; 197 à Colombes ; 262 à l'usine d'Eu ; plusieurs dizaines à Orvault près de Nantes et quelques dizaines à Boulogne, dans les Hauts-de-Seine.

Déjà, l'usine de Lannion, la plus touchée puisqu'elle devrait quasiment disparaître, avait débrayé à deux reprises.

Le mardi 9 donc, des délégations d'un peu partout se retrouvaient à Colombes,

dont trois cars de Lannion, délégation très combative. Après une assemblée générale où de nombreux délégués syndicaux se succédèrent au micro, la proposition d'aller tous ensemble assister au CCE obtint l'assentiment général. Dès l'arrivée des premiers contingents dans les locaux, les trois directeurs — le P-DG de Thomson-Téléphone et deux de ses acolytes — levèrent le siège, prirent la poudre d'escampette vers leur voiture.

L'échappée ne plut guère, et les travailleurs suivirent le mouvement. Les trois chefs furent un tantinet coursés, et coiffés au poteau sur le parking, avant d'avoir eu le temps de monter en voiture. Ils se retrouvèrent alors chaleureusement entourés par tout le monde. Une heure passa, deux heures, trois... sept heures. Jusqu'à 18 heures, le soir. Les travailleurs ne se lassèrent pas d'invectiver les directeurs, ni surtout de rester là, à discuter entre eux.

Ce n'est qu'avec l'aide et la connivence de quelques délégués syndicaux que les chefs échappèrent finalement à cette chaude ambiance, après quelques rebondissements et une petite séance de discussion dans les locaux, tout le monde attendant encore de pied ferme dans le hall.

Bref, à 20 heures le soir, les directeurs étaient relâchés, non sans quelque regret de la part d'une forte minorité de travailleurs présents qui auraient volontiers — une fois n'est pas coutume — passé la nuit en compagnie des trois directeurs.

Le lendemain, à Colombes, une nouvelle assemblée générale avait lieu le matin. Et rebelote, décision fut prise de ne pas reprendre le travail ce jour-là. Le désir de « faire quelque chose », pour marquer le coup, était manifeste. L'annonce, réitérée à deux reprises, que le P-DG était prêt à discuter immédiatement n'eut aucun effet : « Hier on est restés sept



heures avec lui, et il ne nous a rien dit, Alors »... « On a mieux à faire » pensaient tous les présents. Et ils préférèrent passer la journée à manifester tout d'abord autour de l'usine, à bloquer une heure durant l'autoroute proche, à se réunir à nouveau en assemblée générale au début de l'après-midi, avant de terminer la journée par un tour, tous ensemble, dans les bureaux.

En fin de journée, la proposition syndicale de s'en

tenir là et de manifester — mais quand ? — avec toutes les usines du Téléphone (Thomson, CGCT, CIT-Alcatel...) devant le siège d'Alcatel eut la faveur de la majorité de ceux qui avaient débrayé.

Les travailleurs de Colombes étaient satisfaits d'avoir marqué le coup. La grande majorité de ceux qui avaient fait grève deux jours faisait confiance aux syndicats pour s'occuper de la suite. Les responsables syndicaux la mériteront-ils ?

LTT

## Des emplois supprimés

Depuis plusieurs années, à peu près la moitié des emplois ont été supprimés aux LTT (Lignes Télégraphiques et Téléphoniques). Avant le rachat de la société par le groupe Thomson, environ 4500 personnes travaillaient dans les trois entreprises de la société (Conflans-Sainte-Honorine, Lannion et Dinard), spécialisée en câblerie et plus récemment en réseaux de ville câblés et en systèmes électroniques de télécommunications.

Aujourd'hui, au titre de la rationalisation des domaines d'activités entre les groupes Thomson et CGE et de la baisse des commandes de la part des PTT, la direction envisage de supprimer à nouveau des centaines d'emplois.

Il y a six ans, la nouvelle direction mise en place par Thomson supprima plusieurs unités de fabrication (principalement en composants électroniques) car des produits similaires étaient fabriqués par d'autres filiales du groupe.

Maintenant la direction invoque la baisse de commande en câbles coaxiaux

au profit de la fibre optique pour supprimer de nombreux emplois dans les câbleries et les ateliers de mécanique.

Au mois de décembre de l'année dernière, la direction avait annoncé sa volonté de supprimer 719 emplois en l'accompagnant de ce qu'elle appelait un « plan social ». Celui-ci prévoyait plusieurs mesures allant des pré-retraites avec contrat FNE et l'allocation d'une prime de 70 000 F (qui passera par la suite à 100 000 F) pour le départ volontaire, au licenciement dit « sec » si cela s'avérait nécessaire.

La CGT affirmait qu'il n'y avait pas de sureffectif comme le disait la direction, et qu'il fallait rechercher des débouchés nouveaux pour diversifier la production de l'entreprise. Elle invita pour cela les techniciens et les ingénieurs à former un comité pour faire des propositions industrielles. Ce comité ne dépassa pas la première réunion.

Les syndicats misèrent sur Michel Rocard, maire de Conflans-Sainte-Honorine.

Mais malgré une réunion avec syndicats, direction et le maire-ministre socialiste, l'appel à Rocard se solda par un bide, puisque celui-ci se déclara d'accord avec la direction. Il précisa qu'il faciliterait l'implantation de PME dans une zone encore en friche de la commune. Selon lui, trois PME étaient déjà intéressées et proposaient respectivement 30, 6 et 3 emplois. Aujourd'hui, le terrain est toujours la proie des ronces.

Début mai, certains chefs de service convoquèrent chaque employé un par un (et cela parfois même plusieurs jours de suite), en disant à certains qu'ils feraient mieux de prendre la prime car, début juin, il serait trop tard.

C'est ainsi que, début juin, il n'y eut aucun licenciement aux LTT : la direction avait trouvé 717 personnes par le biais des pré-retraites et des départs volontaires.

Mais cela ne lui a pas encore suffi, puisque la presse nationale vient d'annoncer l'intention de la direction des LTT de supprimer 1300 nouveaux emplois.

CGCT (Massy)

## Coup de colère

A la CGCT Massy, les effectifs, en quelques années, sont passés de 1700 à 550 actuellement. Pour fin 1985, la direction prévoit de nous faire passer à 300, c'est-à-dire de supprimer encore 257 emplois. Jusqu'à maintenant les diminutions d'effectifs se sont faites sans licenciements, par le jeu des pré-retraites, départs « volontaires » avec prime, démissions non remplacées.

Mais cette fois-ci, ce n'est plus pareil car, à côté de 110 pré-retraites, il y a 150 licenciements de prévus. La direction a certes fait miroiter un « plan social », qui prévoit stages de formation, reclassement dans d'autres entreprises, prêt de personnel aux PTT... mais licenciement économique en cas de refus.

Dans une usine où la moyenne d'âge est de 47 ans, il n'y a pas grand monde à se trouver rassuré par un tel plan. La colère commence à monter depuis début septembre, date à laquelle les ateliers de professionnels apprenaient que leur effectif devait diminuer de moitié. La précaution prise par la direction de publier seulement le nombre de postes touchés, spécialité par spécialité, sans donner de liste nominale,

n'a pas eu l'effet escompté.

Ainsi, le vendredi 28 septembre, 300 personnes ont envahi la salle de réunion de l'usine, bloquant ainsi une brochette de cadres ainsi que le directeur de l'usine de Vaugirard, venu spécialement à Massy. Cette action, non planifiée par les organisations syndicales, nous a permis de dire en face aux directeurs présents ce que nous pensons de leur pseudo-plan de reconversion.

Six heures plus tard, ces mêmes cadres échangeaient leur remise en liberté provisoire contre l'engagement pris par le P-DG du trust de venir s'expliquer en personne.

Le jeudi suivant 4 octobre, tous les travailleurs assistèrent à la cantine aux explications peu convaincantes du P-DG sur la nécessité de se faire licencier.

Après 5 heures de réunion, le P-DG devait accepter de suspendre l'application de son plan... au moins le temps d'une nouvelle négociation.

Cela a redonné du tonus à un certain nombre d'entre nous, qui pensent qu'il ne suffit pas d'attendre que ça s'arrange, mais qu'il faut surtout modifier le rapport de force et faire craindre notre colère.



• AUBRY

Saint-Florent-sur-Cher

## DANS LES ENTREPRISES

• RENAULT-CKD Grand-Couronne

### A trop nous chercher, on finira par nous trouver

A Aubry, la direction fait planer la menace de suppression de 206 emplois, soit le tiers de l'effectif. Parallèlement, elle voudrait obliger tout le monde à faire 25 % de valeur en plus. En septembre 1983 elle s'était félicitée d'avoir accru la rentabilité en augmentant déjà de 10 % les valeurs. Cela ferait donc 35 % de cadences en plus en un an.

Ici et là, on supprime des postes pour les faire tenir par le personnel restant. On met les chronos dans notre dos. Et la maîtrise distribue avertissement sur avertissement.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase : le refus de la

direction de discuter de l'augmentation de nos salaires, qui n'ont pas bougé depuis septembre 1983.

C'est pour ces raisons que nous avons fait grève le 28 septembre, n'acceptant ni le serrage de vis ni le serrage de ceinture.

Suite à notre coup de colère, la direction a proposé 2,5 % d'augmentation, assortis d'une baisse de la prime de panier et de la suppression de celle d'ancienneté. Ce qui nous ferait perdre encore plus que ce que nous gagnions !

Pas de doute que nous n'avons pas encore tapé assez fort pour nous faire entendre.

Correspondant LO

### Du communisme au communalisme courneuvien

Depuis un an, une quarantaine de travailleurs cambodgiens ont été embauchés par Norton, parmi les 100 à 150 nouveaux arrivés d'un « plan de solidarité ». Personne n'y a trouvé à redire... sauf la CGT.

A deux reprises, ses responsables ont critiqué, par écrit, la politique d'« embauche privilégiée » que la direction aurait eue à leur égard.

Dans une nouvelle « lettre ouverte » adressée au directeur de l'ANPE de La Courneuve, la CGT récidive, par-

lant des travailleurs cambodgiens comme d'« ouvriers protégés par la direction (qui) viennent parfois d'endroits très éloignés hors du département » ! Et la CGT de demander à l'ANPE et à la direction de Norton de « favoriser l'embauche de chômeurs courneuviens, voire du département »...

On ne saurait taxer la CGT de chauvinisme. C'est à plus petite échelle que ça : tout ce qui sort des frontières de La Courneuve vaut bien Phnom-Penh.

### Les grévistes ont dirigé eux-mêmes leur mouvement

Du lundi 2 au jeudi 4 octobre, entre 60 et 70 grévistes (sur un effectif de 800 en production) ont empêché les camions alimentant l'usine de passer, en formant un piquet sur le boulevard industriel. Ils voulaient montrer, avec les autres ouvriers de chez Renault, leur ras-le-bol face aux attaques successives de la Régie.

Cette action était bien vue du reste du personnel. Quelques dizaines de travailleuses et de travailleurs débrayaient d'ailleurs une heure chaque matin pour assister à l'assemblée de 9 heures. Certains d'entre eux venaient aider aux piquets dans la journée ou la nuit.

A partir de mercredi la dirigeante CGT, qui avait jusqu'alors participé aux piquets, poussait dans le sens de négocier à tout prix. Mais le matin, les grévistes avaient dit non à l'exigence de la direction de lever le barrage pour entamer les négociations. Un copain de Cléon est venu raconter au piquet de nuit comment avait été décidée la reprise à Cléon l'après-midi. Il était plutôt écœuré par la manière dont les syndicats avaient procédé

et, au CKD, nous étions contents de nous dire que nous, au moins, nous prenions nos décisions tous ensemble.

Jeudi au petit matin, à 6 heures, le piquet s'est réuni pour savoir s'il fallait ou non saisir une occasion de négocier avec la direction. Une majorité s'est dégagée pour aller tester ses intentions. Et nous avons élu 9 représentants parmi les grévistes du piquet pour y aller. La direction mettait comme préalable aux négociations la levée des piquets de grève et annonçait qu'elle ne recevrait que les délégués syndicaux officiels (et non les représentants des grévistes).

A l'AG de 9 heures un vote s'est fait un peu précipitamment sur la levée des barrages une demi-heure pour négocier. Toute l'assemblée a voté là-dessus, à la fois les grévistes des piquets et ceux qui ne débrayaient qu'une heure. Le résultat du vote : plus d'une centaine pour aller négocier et lever les barrages ; 7 contre. Résultat de l'entrevue : 3 heures de grève payées, une journée de moins de fermeture en fin d'année. Les grévistes étaient peu satisfaits.

Certains avaient remis en place les piquets, furieux que les négociations aient duré plus longtemps que la demi-heure prévue.

A 14 h 30, une nouvelle assemblée du piquet s'est tenue pour décider de la suite. Une majorité s'est prononcée pour arrêter la grève mais rester tout de même jusqu'à la sortie du personnel à 16 heures. Vers 15 h 30, la direction (ne connaissant pas notre décision) a fait de nouvelles propositions : 4 heures de grève payées et possibilité de récupérer les samedis en janvier et février, et toujours une journée de fermeture en moins à Noël.

Ces résultats n'étaient pas mirobolants, mais l'ambiance était bonne parmi les grévistes. Le vendredi matin, on apprenait que la direction avait finalement lâché 8 heures payées...

Sans être une victoire complète, c'était un recul de la direction du CKD. Certains dirigeants de la CGT essayaient bien de dire, dans les ateliers, que c'était parce qu'ils avaient bien négocié. Mais les grévistes étaient conscients que c'était grâce à leur lutte et à rien d'autre.

Correspondant LO

## échos des entreprises

### LE PÉCHÉ ORIGINAL

*Sous prétexte qu'il n'avait pas fourni l'original de la fiche d'état civil de son enfant, le service du Personnel menace de ne pas payer les trois jours de paternité à un de nos collègues.*

*Pourtant la fiche d'état civil lui a bien été délivrée dans la mairie du lieu de naissance. Les cachets et la signature sont à l'encre rouge. Mais, c'est là le « hic », pour le Personnel,*

*les écritures sont faites par un carbone.*

*Alors, avec leur manie d'avoir « l'original », on est prévenu. Quand on fait un gosse, il faut le faire en double : vous gardez la copie au carbone dans son berceau et vous portez l'original et ses couches-culottes (originales) au Personnel !*

*Extrait du bulletin Lutte Ouvrière URSSAF Montreuil.*

### ET L'AGE DU CAPITAINE ?

Les cadres du service Sinistres Matériels Auto ont fait l'estimation de notre vitesse de croisière : 9 minutes pour traiter un dossier en août et 10 minutes en septembre.

Ce qui n'est pas indiqué,

c'est le temps passé pour déterminer cette donnée, et si le calculateur aurait pu faire 1 ou 2 ou 100 ou 1 000 dossiers pendant ce temps-là.

Et on s'étonne que le service coule sous le travail.

*Extrait du bulletin Lutte Ouvrière VIA Assurances Paris.*

### PAS GÊNÉ

Vous ne connaissez pas la dernière ?

Le directeur du CRV voudrait indexer le montant des rallonges individuelles attribué à chaque service en fonction de leur nombre d'accidents avec arrêts de travail.

La Sécurité sociale faisant payer des amendes à RP proportionnellement aux accidents de travail avec arrêts, nos directeurs toujours pleins d'idées ont trouvé la solution : nous faire payer !

En tout cas, si la direction espère par ce chantage nous dissuader de déclarer un accident, elle se trompe.

### C'EST UNE VANNE ?

La dernière vanne du 19 est arrivée jeudi dernier. Une grosse vanne papillon avec ouverture démultipliée pour 34 tours de manivelle et fermeture démultipliée pour 34 tours de manivelle également.

C'est-à-dire qu'il aurait

fallu faire 68 tours pour chaque sac à charger et 1 088 pour la charge entière.

Comme on n'avait pas envie de tourner en bourrique, on a refusé ce tour de cochon.

*Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc Vitry-sur-Seine.*

### POTION MAGIQUE

Ils remettent ça. Ou plutôt ça n'avait jamais vraiment cessé. A Mandeure, des camarades sont convoqués auprès du responsable du personnel. C'est la leçon de morale : il va chercher depuis 2 ou 3 ans le nombre de jours de maladie que nous avons eus. Pourquoi pas nous demander de venir avec notre carnet de santé, pour savoir quand on a fait notre première dent ou notre première diarrhée ?

Ceux qui ont le culot de nous reprocher de désorganiser la production en manquant trop souvent sont des gens qui ne font rien. Confortablement installés dans

leurs bureaux, il ne peut rien leur arriver et ils n'ont donc pas grand-chose à désorganiser. En tout cas, pas la production.

*Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Cycles Peugeot.*

### DUPOND ET DUPONT

*Vendredi 21 septembre, à Maisons-Alfort, c'était le calme plat à la gare. Il faut dire qu'il n'y avait plus de chef de gare. Ça n'aurait pas été les trains, on n'aurait entendu les petits oiseaux.*

*Le chef est en train de partir et l'adjoint au chef était en stage pour apprendre à être chef à la place du chef !*

*Pendant ce temps-là, nous, on a eu une journée tranquille, où on a pu faire notre travail sans qu'on nous braille pour un oui ou pour un non dans les oreilles.*

*Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF - Villeneuve-Saint-Georges.*



# RENAULT

## DANS LES ENTREPRISES

### • Boulogne-Billancourt

## Et maintenant ?

Le débrayage du 3 octobre a été le point final à Billancourt de ce que la CGT a appelé avec beaucoup d'exagération « un mouvement de masse d'une telle dimension chez Renault qu'il ne s'en était pas rencontré, du moins depuis 1968 ».

Ceci dit, la direction a été contrainte à un certain recul. D'abord, si une des deux primes de fin d'année est toujours abattue de 20 %, l'obtention d'une prime de 355 F en novembre, consécutive aux divers débrayages et grèves dans les usines du groupe, fait plus que compenser la perte, en tout cas pour les OS et les professionnels. Par ailleurs, la direction a annoncé 1 % d'augmentation de salaire au 1<sup>er</sup> octobre, 0,5 % au 1<sup>er</sup> décembre ainsi qu'une rallonge de 40 F par mois d'une prime appelée « versement mensuel uniforme ». Là aussi, ces augmentations viennent à la suite des mouvements. Malgré cela, pour un OS les hausses de salaire en 1984 seront inférieures au coût de la vie.

Par ailleurs, la direction envisageait dans l'avenir que 0,6 % de la masse du salaire annuel des travailleurs aille dans un fonds soi-disant destiné à développer l'emploi ! Cette somme prélevée, bloquée pour cinq ans, serait administrée par un organisme paritaire, mais pour l'instant il ne s'agit que d'un projet. Seule la CGT en a fait état sans prendre position. L'accueil par les travailleurs est plutôt hostile. Ils y voient, et à juste titre, encore un moyen pour la direction de prendre sur leurs salaires.

Le plan de formation, dont les radios et les journaux ne cessent de parler, n'éveille aucun écho. Si la crainte des licenciements paraît éloignée, grâce aux mouvements qui ont eu lieu dans tout le groupe, les travailleurs sentent qu'en aucun cas ils n'en sont à l'abri... Et ce ne sont pas les vagues plans de formation — dont personne ne sait à quoi ils ressemblent — qui les tranquilisent !

Correspondant LO

## Un prélèvement de plus

Ainsi, la direction aurait en projet de retirer 0,6 % sur les salaires pour les mettre sur un fonds spécial. Ce fonds, paraît-il, servirait à financer des investissements et à créer des emplois, d'après la direction.

Voilà donc la Régie qui s'adresse à nous pour financer l'achat de nouvelles machines ! Il faut le faire ! Il n'y a donc plus de riches, plus de banques ? Il est vrai que tous ces gens-là sont peut-être trop occupés à spéculer sur le dol-

lar pour pouvoir placer leurs sous dans des investissements productifs...

Quant à prétendre que cet argent servira à créer des emplois, de qui se moquent-ils ?

Ce prélèvement supplémentaire, nous n'en voulons pas ! Notre salaire, nous en avons besoin pour vivre. Et, tel qu'il est, il ne suffit même pas pour cela !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Billancourt.

## A propos de la mobilité

Les travailleurs OS, en majorité, savent ce que la mobilité veut dire depuis déjà un certain temps ! Au Département 14, par exemple, cela fait des années que, sous prétexte d'une baisse de production du moteur de R4 (ancien modèle), on leur demande d'être polyvalents. Cela se traduit pour les travailleurs par des changements de poste fréquents, des changements d'atelier, d'équipe, de département, bref des tracasseries supplémentaires.

Au Département 49, où sont usinés les segments, les pédales, leviers de tout genre, et où sont montés divers types de moteur (Trafic, Alpine, R11 turbo), la pratique est la même.

Alors, inutile de dire que les travailleurs appréhendent la mobilité à la sauce Hanon.

En ce moment déjà, la direction réclame qu'une cinquantaine de travailleurs, OS de Billancourt, aillent travailler dans un autre établissement, en l'occurrence Choisy-le-Roi. Elle a fait apposer des affiches pour le signaler et elle propose des primes de 700 F pendant trois mois, et après acceptation définitive une prime de 2 400 F. Peu de travailleurs se sont présentés comme volontaires, bien qu'ils aient été nombreux à être pressentis par la maîtrise. La maîtrise n'insiste pas devant les refus, pour l'instant.

Aujourd'hui la mobilité à Billancourt se passe bon an mal an... au volontariat. Mais après les déclarations de Hanon, les travailleurs s'attendent à ce que les problèmes se posent tout autrement.

Correspondant LO

### • RENAULT Saint-Ouen

## L'augmentation de la productivité ne passe pas

Dans le texte de la conférence de presse de Bernard Hanon, distribué au personnel par la direction, un passage fait référence à une « augmentation nécessaire de la productivité de l'ordre de 7 % ».

A Saint-Ouen, où sont fabriqués une partie des outils de presse, la direction était largement en avance. Et pour augmenter la productivité, elle attaque de tous les côtés. Pour sortir les outils de presse, les délais sont de plus en plus courts : 10 mois il y a 4 ans, 8 mois aujourd'hui, et 6 mois demain. Mais dans le même temps le nombre de travailleurs ne cesse de diminuer, et cela notamment avec les différents départs en FNE. De 700, nous sommes passés à 525 aujourd'hui.

Non seulement la direction ne veut pas embaucher mais elle propose, et cela depuis 2

mois, un nouveau système d'horaires qui lui permettrait d'y gagner en productivité. Ce système consisterait à mettre en équipe, quand elle en a besoin, une partie des ajusteurs qui aujourd'hui viennent en normale (ils sont actuellement 150 environ). Cet horaire comprendrait le travail d'un samedi sur deux, et cela dans le cadre des 39 h. 50 que nous faisons par semaine.

Son calcul est simple : 39 h. 50 x 2 semaines divisées par 11 jours, ça fait 7 h. 15 par jour. Soit 5 jours en équipe du soir et 6 jours en équipe du matin, dont un samedi.

Et en plus, elle annonce des nouvelles mesures pour réduire la main-d'œuvre indirecte, et notamment le service de nettoyage et de gardiennage des vestiaires qu'elle envisage de faire assurer par une entreprise sous-traitante. Ce qui, selon

elle, reviendrait quatre fois moins cher.

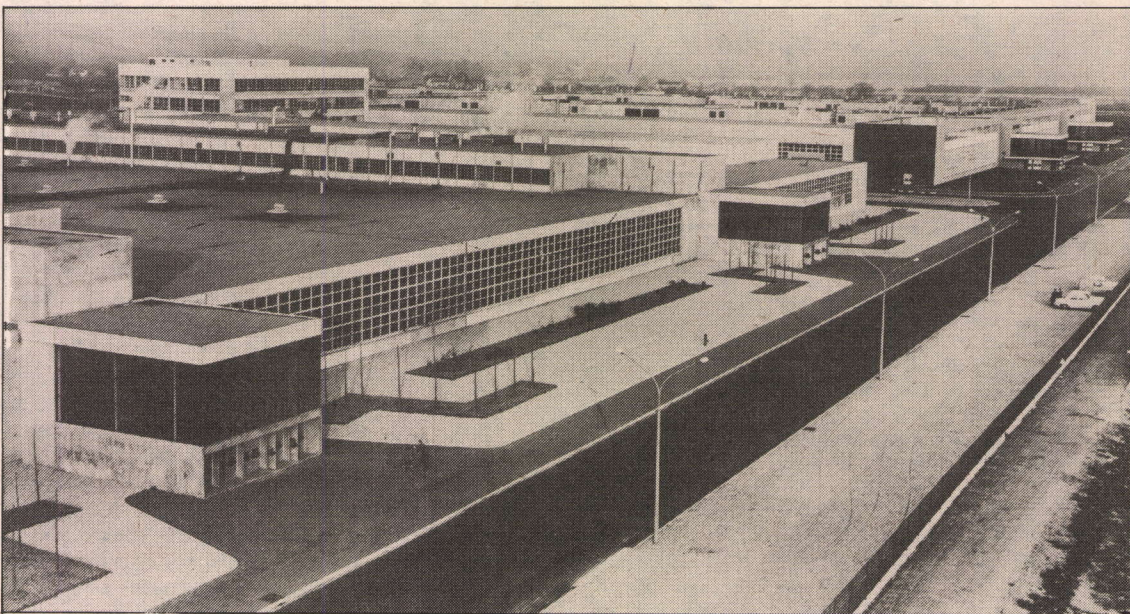
Parmi ces travailleurs, certains sont des employés de Bernard Moteurs, filiale de la Régie, qui étaient « en prêt » à Saint-Ouen, à qui la direction de Saint-Ouen avait fait miroiter l'embauche. Ces travailleurs seraient purement et simplement remis à la disposition de Bernard Moteurs. Cette société licencie actuellement son personnel. Ce qui veut dire que ces travailleurs seront aussi licenciés.

Voilà comment à Saint-Ouen la direction entend augmenter la productivité.

Nous avons déjà fait grève pour refuser ces mesures et nous sommes prêts à recommencer. La direction le sait et, pour l'instant, elle ne fait que discuter de ses projets.

Correspondant LO

### • RENAULT Cléon



## Les nouveaux saltimbanques

Certains cadres se sont particulièrement fait remarquer la semaine dernière. Un bruit court qu'ils faisaient un concours avec handicap.

La première épreuve était l'escalade des grilles. Les plus doués ont réussi à se coller de la graisse sur le costume.

La deuxième épreuve : chalumeau pour dessouder les grilles. Là il fallait au moins une quinzaine d'acolytes pour conseiller et soutenir le concurrent. Faute d'y arriver, certains éléments incontrôlés parmi les concurrents ont carrément arraché grillages et porte d'entrée.

Quant à la troisième épreuve, enlever des palettes avec un clark : la démonstration n'était pas toujours convaincante, loin de là ; ce n'est pas le tout de vouloir gerber, encore faut-il savoir le faire.

Tout cela nous a permis de nous payer une bonne tranche de rigolade. A quand la publication des résultats ?

## Gaspillage : l'exemple vient d'en haut

Pendant la grève, en fin d'après-midi, trois camions hollandais Intramast tentent une

entrée à P2. Les camarades se précipitent, prennent trois vieilles palettes qui traînaient par là et avec quelques branches, y mettent le feu. A cet instant sortent de leur boîte un diable et un guignol en costume qui s'en prennent aux camarades, leur reprochant de saboter le matériel et les deniers de la Régie.

La paie de ces deux tranches de cadres, c'est pas du gaspillage peut-être ? Et les milliards investis dans le café ? Et les immeubles en Suisse ? Et les machines qui n'ont jamais servi et qu'on expédie à la casse ? Et les milliards consacrés à la compétition automobile ? C'est pas du gaspillage, tout ça ?

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière RNUR Cléon.



# Le patronat veut mieux profiter...

« Souplesse », « flexibilité », « mobilité », « polyvalence », etc., tels sont les thèmes qui reviennent sans cesse dans toutes les déclarations patronales et dans toutes les négociations paritaires, telles celles entamées depuis le début septembre sur « l'adaptation aux nouvelles conditions d'emploi ».

Avec 2,5 millions de chômeurs, il est certain que le patronat a aujourd'hui d'autres « conceptions » sur la façon dont il entend utiliser les services des travailleurs. Pendant les années de l'expansion et de la prospérité, le déficit chronique de la main-d'œuvre avait obligé les patrons à faire des concessions aux travailleurs : il s'est produit durant cette période ce que l'on n'avait jamais vu

auparavant dans ce pays, l'installation d'une fraction importante des ouvriers à des places fixes, avec une augmentation spectaculaire de l'ancienneté dans nombre d'entreprises.

Grâce à un marché du travail favorable à la classe ouvrière, les patrons ont été amenés dans les faits, et également dans les lois et dans les accords, à « prendre des gants » avec ceux qui restaient tout de même leurs exploités.

Mais, depuis quelques années, avec le grossissement du chômage, par des pratiques comme l'intérim ou les contrats provisoires, le patronat a tourné sans problème les difficultés de licenciement figurant dans les différents contrats collectifs et accords ou dans les lois successives de la période précédente.

De même, les salaires ont pu être abaissés : contrairement à la période précédente, on ne peut plus espérer augmenter son salaire en changeant de patron, mais à l'opposé on a aujourd'hui la quasi-certitude, quand on est réembauché après un licenciement ou un départ volontaire, de l'être à une qualification et à un salaire inférieurs.

Si les patrons n'ont jusque-là pas eu besoin de changer les textes pour faire admettre une certaine « souplesse » à toute une fraction de la classe ouvrière, il reste qu'une autre fraction, plus importante, celle qui n'a pas encore eu à changer de travail, garde une mentalité qui oppose une résistance à ce que le patronat estime pouvoir obtenir dans la conjoncture nouvelle.

Aujourd'hui les patrons n'investissent pratiquement pas, mais cela ne les empêche pas de vouloir effectuer des gains de productivité. Ces gains, c'est en utilisant au mieux de leurs profits leur capital, en faisant changer de machine leurs ouvriers autant qu'ils le veulent, en les trimballant d'une usine à une autre au gré des commandes, en faisant travailler le samedi, le dimanche ou la nuit, qu'ils espèrent les réaliser.

Alors, pour briser la résistance des ouvriers habitués pendant la période d'expansion à limiter les tendances patronales dans ce domaine, les patrons présentent leurs propositions comme le moyen de maintenir l'économie et l'emploi, et essayent d'obtenir l'aval des syndicats en échange.



Facile à dire... (Ph. LO).

## Le droit au licenciement... plus codifié que le droit au travail

Pouvoir licencier facilement est certainement le droit le plus ouvertement et bruyamment revendiqué par le patronat. Certes, avec le code du travail et les conventions collectives, les patrons ont certaines règles à respecter avant de se débarrasser d'un salarié, mais de toutes les manières, leur « droit de direction économique », comme le précise le code du travail, reste prioritaire. Les choses sont claires dès le début.

Ils doivent depuis peu fournir des justifications, mais de toutes manières, ils conservent le droit absolu de mettre fin à tout contrat de travail.

Pour les licenciements individuels, ils doivent organiser un entretien préalable avec le salarié concerné. L'entretien est formel, le salarié peut avoir toutes les bonnes raisons de justifier son travail, il suffit que le patron ait, lui, des « motifs réels et

sérieux ». Motif qui peut être d'ordre économique, ce qui nécessite alors une autorisation administrative. Rompre le contrat de travail ne coûte à l'employeur que des indemnités à payer au licencié. L'entretien préalable ne modifie pas le droit de licencier, même s'il permet au salarié de voir son licenciement en face.

Pour les licenciements collectifs, qui peuvent être motivés par des difficultés économiques, les patrons doivent donner des explications aux représentants syndicaux, devant le CE s'il existe, et ensuite demander l'autorisation à l'administration (direction départementale du travail ou inspecteur du travail).

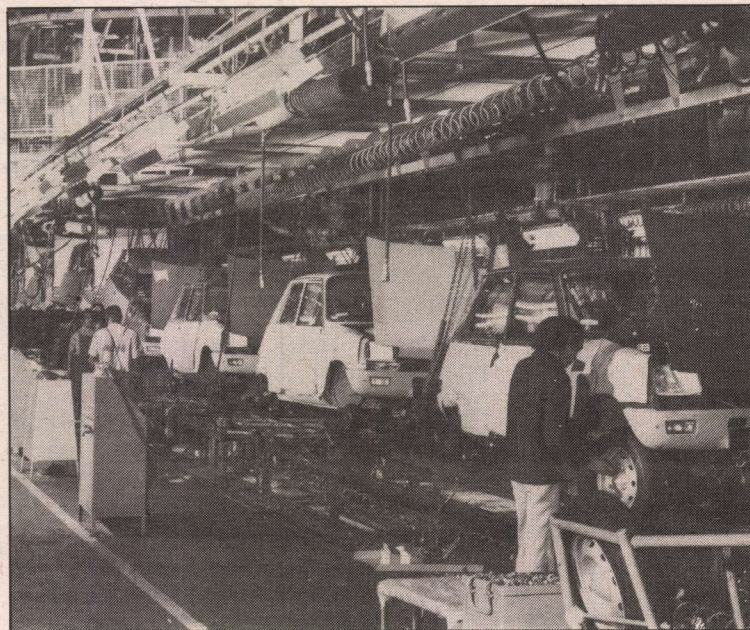
Si le droit de licencier n'a pas été exercé selon les règles de la loi, il y a des sanctions : amendes, peine de prison, indemnités de dommages et intérêts à verser au salarié... mais très rarement la réintégration.

La durée du travail est déjà plus « flexible » depuis les ordonnances de 1982. Celles-ci diminuent la durée du travail d'une heure par semaine et instituent la semaine de 39 heures, en même temps que toute une série d'aménagements permettant déjà en réalité une souplesse plus grande que dans les lois précédentes. Citons la possibilité d'imposer des horaires hebdomadaires variables sur l'année. Par exemple 8 semaines à 35 heures en basse saison, 8 semaines à 43 heures en haute saison et les 31 dernières semaines à 39 heures (exemple cité par les liaisons sociales). Pour cela, aucune autorisation administrative n'est à demander. Les seules contraintes sont :

- respecter les maxima de 10 h par jour, de 48 h par semaine (46 h sur 12 semaines consécutives) ;
- payer en haute saison les heures supplémentaires ;
- avoir l'accord des syndicats représentant au moins 50 % des voix des électeurs inscrits lors des dernières élections professionnelles.

Citons un autre aménagement : l'instauration d'un contingent d'heures supplémentaires libres. Il n'est plus nécessaire de demander l'autorisation de l'inspecteur du travail pour dépasser régulièrement l'horaire légal. Seule contrainte : ne pas dépasser le plafond fixé par la branche professionnelle (par exemple 94 h par an et par salarié dans la métallurgie). Ceci d'ailleurs ne l'empêche

## La « flexibilité » : déjà dans la loi des 39 heures



Même pour les travailleurs en activité qui ont un horaire normal, une certaine flexibilité existe.

pas d'en exiger d'autres à condition d'avoir l'accord de l'inspecteur du travail... qui en général ne refuse pas ! De même, la loi de 1982 légalise les horaires dits souples ou horaires individualisés à la carte. Elle permet le report d'heures perdues d'une semaine sur l'autre sans qu'elles soient payées en heures supplémentaires.

Elle permet aussi toutes sortes de récupération d'heures de travail perdues collectivement comme par exemple après une grève de services publics. Cela permet même la récupération à l'avance de « ponts », c'est-à-dire de jours que le patron préfère faire chômer (entre un week-end et

une fête). Cette récupération est alors obligatoire pour tous les salariés, même si elle n'est que facultative pour l'employeur (le patron n'est pas obligé de permettre cette récupération, il peut simplement imposer un jour de chômage).

Le patronat bénéficie donc déjà d'une grande flexibilité par rapport à la durée du travail, mais tout cela serait encore plus simple pour lui s'il existait non plus une semaine de 39 heures comme référence mais une année de tant d'heures avec la liberté d'en disposer à volonté. Mais la notion du CNPF de « durée annuelle du travail » n'est pas encore acceptée... A.D.





Chotard et Gattaz (vice-président et président du CNPF) avec Bérévogoy en octobre 1982. En avant vers la « mobilité » et la « polyvalence » de la main-d'œuvre, en diminuant les allocations aux chômeurs. (Ph. AFP).

## Le travail temporaire et les contrats à durée indéterminée, deux formes d'embauche précaire

Le recours à ces deux formes de travail précaires est depuis longtemps déjà largement répandu, car elles constituent une façon de détourner les conventions collectives sur l'embauche ; théoriquement, les patrons doivent respecter un certain cadre qu'ils trouvent toujours trop rigide... Les ordonnances de 1982 ont elles-aussi modifié ces réglementations. Citons comme principales contraintes : la parité des salaires entre le salarié permanent et le salarié temporaire, l'obligation de préciser la durée (durée qui ne peut dépasser les 6 mois pour un intérimaire et 12 mois pour un contrat à durée déterminée), mais en réalité, les patrons ne sont guère embarrassés pour transgresser des règles que les travailleurs n'ont que peu de moyens de faire respecter. Avec la crise, ces formes de travail précaires ne remplissent plus tout à fait le même rôle que durant les années de plein emploi. Aujourd'hui, avec la crise, la diminution du travail l'augmentation de la mobilité du personnel permanent, le recours à l'intérim est moins fréquent. Par contre, plus fréquent est celui aux contrats à durée déterminée. Il y a eu un glissement d'une forme à l'autre.

Les intérimaires représentaient, en 1983, 0,9 % de l'effectif des entreprises de plus de 10 salariés contre 1,6 %, en 1981. Cette baisse s'est matérialisée par une chute assez importante du nombre des entreprises de



Avec la crise, les patrons utilisent moins le travail intérimaire. (Ph. LO).

travail intérimaire (1581 en 1980 contre 855 en 1983). La durée d'une mission se raccourcit : en moyenne elle est passée de 4 semaines à 2 semaines entre 1980 et 1983. C'est que le recours au travail intérimaire revient cher quand même, il faut payer les services de l'entreprise (dont le prix est en général aussi élevé que le salaire de l'intérimaire). Alors, les patrons ont recours plus économiquement aux contrats à durée déterminée qui coûtent moins... Et vu le nombre de chômeurs et le volant important de travailleurs se présentant pour un emploi, les patrons ont un large choix et

ils le font directement. C'est aussi, par rapport à l'intérim, une forme d'embauche précaire... sur un laps de temps plus grand (12 mois au lieu de 6 mois) et moins contrôlée d'après l'administration elle-même... Depuis 1980, près de 70 % des entreprises de plus de 200 salariés y ont recours. L'ensemble des salariés sous ce type de contrat représentent 2,3 % de l'effectif total des entreprises de plus de 10 salariés. Le motif officiel est le remplacement d'un salarié absent occasionnellement... mais en réalité, il y a désormais dans les entreprises un volant permanent de ces salariés temporaires.

## L'armée industrielle de réserve

Les licenciés économiques représentent la quasi-totalité des chômeurs. Des statistiques montraient en effet qu'à l'époque où il y avait 1,5 million de chômeurs, 1,35 million étaient des licenciés économiques.

Théoriquement, l'Etat arbitre, et peut contrôler avaliser, ou refuser les licenciements économiques. Dans les faits, il cède le plus souvent aux exigences patronales, en réclamant pour la forme un plan social, destiné à arrondir les angles et si possible à faire accepter les licenciements aux organisations syndicales. Ce plan social peut consister en reclassement dans le groupe ou en stages de formation, mais c'est surtout une possibilité pour le gouvernement

d'entraîner les syndicats à négocier finalement les licenciements, sous prétexte d'en discuter les conditions.

Quand l'Etat n'a pas cédé à la première demande d'un patron, il se rend à la seconde. Les exemples récents de Talbot et de Citroën ont montré que les pouvoirs publics ont à chaque fois fini par accepter près de 2000 licenciements sur les 3000 demandés. Il suffit donc au patron de demander plus pour obtenir l'aval souhaité.

Pour le CNPF, tout cela ce sont des « lourdeurs administratives inacceptables ». Les patrons souhaiteraient se débarrasser de ces formalités au moment où l'armée des chômeurs ne cesse de grossir.

## « La Cassa Integrazione » italienne : licenciements faciles pour les patrons

Lorsqu'il est question de licencier des travailleurs, un exemple est souvent invoqué par les constructeurs automobiles français : celui de l'Italie et de la « cassa integrazione ».

La « cassa integrazione » est une caisse de chômage partiel, essentiellement alimentée par les fonds d'Etat, qui à l'origine jouait un rôle de garantie des ressources des salariés contre les fluctuations économiques, mais qui depuis quelques années est devenu surtout un moyen pour les patrons de licencier « en douceur ».

Le salarié mis en « cassa integrazione » fait, juridiquement, toujours partie de l'entreprise. Mais c'est la caisse qui lui paye 80 à 90 % du salaire perdu, et en décharge ainsi complètement le patron. Dans le cas de « cassa integrazione à zéro heure », c'est-à-dire du chômage total, l'ouvrier ne met plus les pieds à l'entreprise, et c'est uniquement la caisse qui le paye. En principe, c'est une situation passagère qui est censée permettre à l'entreprise de passer le cap des difficultés, puis de reprendre les salariés. Mais dans la pratique, les entreprises peuvent prolonger quasiment indéfiniment les périodes où leurs salariés sont mis en « cassa integrazione ». Ceux-ci deviennent des chômeurs purs et simples, dont le lien avec leur ancienne entreprise est complètement fictif.

Le cas le plus connu est celui de Fiat. En septembre 1980, l'entreprise a mis en route un plan de

« rentabilisation » du secteur automobile. A l'issue d'une grève qui a duré 35 jours, elle a réussi à imposer la mise en « cassa integrazione » de 23 000 salariés sur les 140 000 du groupe. Aujourd'hui, alors que Fiat fait des bénéfices substantiels et a accru sa part du marché mondial de l'automobile, quelque 15 000 d'entre eux n'ont toujours pas été reclassés ni dans le groupe Fiat, ni ailleurs, tout en restant théoriquement salariés de Fiat. Mais ils sont toujours en « cassa integrazione à zéro heure », payés par la caisse...

L'affaire Fiat, en 1980, a d'ailleurs donné le signal de la généralisation du système. Un grand nombre de grandes entreprises y ont eu recours. Il y aurait aujourd'hui près de 600 000 salariés indemnisés par la caisse en Italie, dont un bon nombre sont en fait « à zéro heure ». Ils viennent s'ajouter aux quelques 2 500 000 chômeurs recensés par ailleurs.

C'est un système bien commode en effet pour les patrons. Il leur permet de se séparer d'une partie de leur personnel sans trop de heurts, puisque c'est en principe « provisoire », et que les salariés sont indemnisés de 80 à 90 % de leur salaire. De plus, c'est l'Etat qui paye et non le patron. Celui-ci, enfin, en profite largement pour se débarrasser des militants connus et des ouvriers combattifs.

Et il est prévisible que, ceci fait, l'Etat finira pas diminuer l'indemnisation, estimant qu'elle lui coûte trop cher !



## Syndicats et cinéma Centenaire

Pour commémorer le centenaire de la loi du 21 mars 1884, qui a légalisé en France les syndicats, une semaine « Syndicats et cinéma » est organisée par l'Association française pour les célébrations nationales à l'Espace Gaité à Paris.

Du 17 au 22 octobre 1984, 56 films venant de 23 pays sont présentés : films anciens que l'on ne peut voir souvent que dans les ciné-clubs comme *Crainquebille* de Jacques Feyder (1922), *Prix et Profits* d'Yves Allégret (1932), *La Grève* d'Eisenstein (1924) ou *Le Sel de la Terre* (USA - 1953), mais aussi films plus récents comme *Norma Rae* (USA 1979), *Le Temps de la Revanche* (Argentine 1981) ou de toutes dernières réalisations comme *Sangandaan* (Philippines 1984), film qui a été saisi par le président Marcos.

C'est aussi divers épisodes de la vie des travailleurs que nous pourrions connaître, la vie des mineurs et leurs luttes avec *Germinal* d'Yves Allégret (1963), ou *Harlan County USA* (1976) qui raconte l'affrontement qui dura 13 mois entre les mineurs qui avaient décidé d'adhérer au syndicat et leurs patrons qui refusent la convention collective, celle des ouvriers du textile qui, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, travaillaient 14 heures par jour sans sécurité ni assurances et qui, comme dans *Les Camarades* de Mario Monicelli (1963), entamèrent une grève dure et difficile, celle des travailleurs immigrés avec *Bako, l'autre rive* (1978) qui raconte le long voyage d'un jeune Sénégalais qui vient rejoindre son frère en France où l'attendent la misère et la mort.

Et c'est un véritable tour du monde des travailleurs, de leurs luttes et de leurs espoirs que permet de faire cette rétrospective. En Europe (avec l'Angleterre, la France, la Norvège, la Suède, l'Italie, la Grèce), en Amérique (avec les USA, le Brésil, l'Argentine, Cuba), en Afrique (avec le Sénégal et le Niger), en Asie (avec la Turquie, l'Inde et les Philippines) et aussi en Hongrie et en URSS.

Du mercredi 17 au lundi 22 octobre une dizaine de films seront présentés chaque jour de 14 h à 22 h dans 2 salles à l'Espace Gaité (35, rue de la Gaité, Paris 14<sup>e</sup>. Tél. : 327.95.94, 10 F la séance pour les collectivités ; tarif normal : 15 F, mais 30 F les 3 séances).

Julie RENOIR

### MERCREDI 17

14 h : PRIX ET PROFITS, d'Yves Allégret (France, 1932). LA MEILLEURE PART, d'Yves Allégret (France, 1956).

16 h : LA MAIN, L'OUTIL ET LE TRAVAIL, de Jean-Dominique Lajoux (France, 1973). LE SEL DE LA TERRE, de Herbert Biberman (USA, 1953).

16 h : HARLAN COUNTY USA, de Barbara Kopple (USA, 1976). 18 h : ILS NE PORTENT PAS DE SMOKING, de Léon Hirszman (Brésil, 1981).

18 h : LES BATISSEURS, de Jean Epstein (France, 1938).

18 h : HORIZONS, collectif, (France, 1952).

20 h : SOLEIL NOIR, de Michel Van Zele (France, 1984).

22 h : LA GRANDE LUTTE DES MINEURS, de Louis Daquin (France, 1947).

### JEUDI 18

14 h : IDYLLE, de Françoise Prouvost (France, 1983). GERMINAL, d'Yves Allégret (France, 1963).

16 h : LA PRIME, de Sergej Mikaeljan (URSS, 1974).

16 h : AUTREFOIS LES CANUTS, de Bernard Chardère (France, 1960). LA GREVE, de S.M. Eisenstein (URSS, 1924).

18 h : LES INTRUS, de Erik Solbakken (Norvège, 1978).

18 h : COURRIER DE NUIT, de B. Wright et H. Watt (Angleterre, 1936). CRAINQUEBILLE, de Jacques Feyder (France, 1922).

20 h : LE TOASTEUR, de Michel Bouchard (Québec, 1983). JUSQU'A UN CERTAIN POINT, de Tomas Gutierrez Aléa (Cuba, 1983).

22 h : DE L'ACIER ET DES HOMMES, de Catherine Pozzo di Borgo (USA, 1984).

### VENDREDI 19

14 h : LA RICAMARIE, de Bernard Chardère (France, 1969). LE POINT DU JOUR, de Louis Daquin (France, 1949).

16 h : ONZE HEURES SONNAIENT, de Giuseppe de Santis (Italie, 1952).

16 h : GUEULES NOIRES, de Alberto Cavalcanti (Angleterre, 1936). LE QUARTIER DU CORBEAU, de Bo Widerberg (Suède, 1963).

18 h : DIEU NOUS SERRE LE COEUR, de Billy Woodberry (USA, 1984).

18 h : LA PAROLE ENCRÉE, de Catherine Pozzo di Borgo et Robert K. Machover (USA, 1980).

20 h : LE PRIX DE L'AMOUR, de

Tonia Marketi (Grèce, 1984). 22 h : JOURNAL D'UN OUVRIER, de Risto Jarva (Finlande, 1967).

### SAMEDI 20

14 h : LES ECUELLES, de Idrissa Ouedraogo (Haute-Volta, 1983). BAKO, L'AUTRE RIVE, de Jacques Champreux (France, 1978).

16 h : CHEVAL, MON CHEVAL, de Ali Ozgentürk (Turquie, 1982). HIVER 60, de Thierry Michel (Belgique, 1982).

18 h : BLEUE BRUNE, de Brigitte Sauriol (Québec, 1982). LA TURLUTE DES ANNEES DURES, de Richard Boutet et Pascal Gélinas (Québec, 1983).

18 h : LA LEGENDE DE LUBAN LE CHARPENTIER, de Sun Yu (République Populaire de Chine, 1958).

20 h : SANGANDAAN, de Mike de Léon (Philippines, 1984).

22 h : LA TRAME DU METIER, de José Inácio Parente (Brésil, 1983).

LES CHAPELIERS, de Adrian Cooper (Brésil, 1983).

SANTOS ET JESUS METALLURGISTES, de Claudio Kahns et Antonio Paulo Ferraz (Brésil, 1983).

22 h : LA TRAME DU METIER, de José Inácio Parente (Brésil, 1983).

### DIMANCHE 21

14 h : LES CAMARADES, de Mario Monicelli (Italie, 1963).

16 h : NORMA RAE, de Martin Ritt (USA, 1979).

16 h : LA MINE, de Yayuz Ozkan (Turquie, 1978).

18 h : LE BARATTAGE, de Shyam Benegal (Inde, 1976).

18 h : DE L'ACIER ET DES HOMMES, de Catherine Pozzo di Borgo (USA, 1984).

20 h : LE TEMPS DE LA REVANCHE, de Adolfo Aristarain (Argentine, 1981).

22 h : LE TANGO C'EST UNE HISTOIRE, de Humberto Rios (Argentine, 1983).

22 h : LE TANGO C'EST UNE HISTOIRE, de Humberto Rios (Argentine, 1983).

22 h : LE TANGO C'EST UNE HISTOIRE, de Humberto Rios (Argentine, 1983).

### LUNDI 22

14 h : FILASSE, de Robbe de Hert (Belgique, 1979).

16 h : LES PECHEURS DE CRABES, de Satoru Yamamura (Japon, 1953).

16 h : 2084, de Chris Marker (France, 1984). TEMPS PRESENT, de Peter Bacso (Hongrie, 1971).

18 h : BOUBA, de Moustapha Diop (Niger, 1978). MERCI, ÇA VA, de Laszlo Lugossy (Hongrie, 1982).

18 h : LA TERRE TREMBLE, de Luchino Visconti (Italie, 1948).

20 h : FRET, de Roland Schraut (RFA, 1982).

22 h : L'ANNIVERSAIRE DE THOMAS, de Jean-Paul MENICHETTI (France, 1983).

22 h : L'ANNIVERSAIRE DE THOMAS, de Jean-Paul MENICHETTI (France, 1983).

22 h : L'ANNIVERSAIRE DE THOMAS, de Jean-Paul MENICHETTI (France, 1983).

22 h : L'ANNIVERSAIRE DE THOMAS, de Jean-Paul MENICHETTI (France, 1983).

22 h : L'ANNIVERSAIRE DE THOMAS, de Jean-Paul MENICHETTI (France, 1983).

# FILM

## Broadway Danny Rose de Woody Allen

Danny Rose (Woody Allen) est l'imprésario des artistes ratés de Broadway. Cela ne l'empêche pas de s'occuper de ses protégés comme un père, de les encourager et de les pousser à réussir. A ses risques et périls d'ailleurs, car quand un de ses « poulains » réussit, il change d'imprésario !

C'est ce qui va arriver avec Lou Canova, chanteur de charme rétro et alcoolique qui tente un come-back réussi ; Danny Rose a tout fait pour cela, s'occupant des problèmes d'argent, de famille et de cœur de son protégé, cela lui vaut quelques déboires et une rencontre avec des mafiosi new-yorkais qui n'ont pas spécialement le sens de l'humour.

Pourquoi donc tous ses poulains doués quittent-ils Danny Rose, même ceux à qui il a rendu d'immenses services ? Peut-être parce qu'il vit dans



une société où pour réussir, il ne faut pas s'embarrasser de sentiments mais être prêt plutôt à écraser les autres.

Comme d'habitude, Woody

Allen campe un personnage à la fois égocentrique et généreux, vulnérable, angoissé et sympathique.

## Sélection cinéma

### Films récents...

JOURNAL INTIME.  
de Maria Meszaros.

Une adolescente en Hongrie, pendant la période stalinienne. Olympic Saint-Germain 6<sup>e</sup> (vo). Olympic Entrepôt 14<sup>e</sup> (vo). Les Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo).

PARIS, TEXAS.  
de Wim Wenders.

Un beau film qui joue sur l'émotion et qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés.

Movies Les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Impérial 2<sup>e</sup> (vo). Rex 2<sup>e</sup>. Ciné Beaubourg Les Halles 3<sup>e</sup> (vo). Panthéon 5<sup>e</sup> (vo). Saint-André-des-Arts 6<sup>e</sup> (vo). UGC Montparnasse 6<sup>e</sup>. Pagode 7<sup>e</sup> (vo). Biarritz 8<sup>e</sup> (vo). Marignan 8<sup>e</sup> (vo). Action Lafayette 9<sup>e</sup> (vo). UGC Boulevard 9<sup>e</sup>. 14 Juillet 11<sup>e</sup> (vo). Nation 12<sup>e</sup>. Escurial 13<sup>e</sup> (vo). UGC Gobelins 13<sup>e</sup>. Olympic 14<sup>e</sup> (vo). PLM Saint-Jacques 14<sup>e</sup> (vo). Sept Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo). UGC Convention 15<sup>e</sup>. Mayfair 16<sup>e</sup> (vo). Images 18<sup>e</sup>.

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT.  
de Robert Zemeckis.

Les aventures d'une romancière américaine aux prises avec la jungle colombienne et d'autres dangers... De l'aventure, de l'humour et de l'amour !

UGC Opéra 2<sup>e</sup>. Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo). Paramount Opéra 9<sup>e</sup>. Montparnos 14<sup>e</sup>.

AU-DESSOUS DU VOLCAN  
de John Huston.

La déchéance d'un diplomate anglais dans le Mexique de la fin des années 1930.

Forum Arc-en-ciel 1<sup>er</sup> (vo). Hautefeuille 6<sup>e</sup> (vo). Marignan 8<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet 11<sup>e</sup> (vo). Trois Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo).

L'ETOFFE DES HÉROS.  
de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures. Cluny-Ecoles 5<sup>e</sup> (vo). Marbeuf 8<sup>e</sup> (vo).

CARMEN.  
de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Vendôme 2<sup>e</sup>. Publicis Matignon 8<sup>e</sup>.

### ... et moins récents

JULIA  
de F. Zinnemann, avec Jane Fonda et Vanessa Redgrave.

L'amitié d'une jeune femme pour son amie militante dans les années 1920.

Grand Pavois 15<sup>e</sup> (vo).

RUE CASES-NÈGRES.  
de Euzhan Palcy.

La Martinique des années 30 vue par un enfant pauvre de la rue Cases-Nègres.

Club 9<sup>e</sup>. Saint-Ambroise 11<sup>e</sup>. Grand Pavois 15<sup>e</sup>.

BARRY LYNDON.  
de Stanley Kubrick.

Un arriviste pour qui tous les moyens sont bons pour grimper dans l'échelle sociale au 18<sup>e</sup> siècle.

Grand Pavois 15<sup>e</sup> (vo). Boîte à films 17<sup>e</sup> (vo).

L'HOMME AU COMPLET BLANC

d'Alexander Mackendrick

Un classique de l'humour britannique, avec Alec Guinness. Action Ecoles 5<sup>e</sup> (vo).

### METROPOLIS

de Fritz Lang

Un film de 1926, sonorisé par Giorgio Moroder. Une dénonciation de l'exploitation capitaliste et un appel à la collaboration de classes.

Saint-Germain Huchette 5<sup>e</sup>. Bretagne 6<sup>e</sup>. Elysées Lincoln 8<sup>e</sup>.

ALEXANDRE NEVSKI  
de S.M. Eisenstein

Fresque héroïque et nationaliste de la résistance russe aux envahisseurs allemands du XII<sup>e</sup> siècle.

Olympic Luxembourg 6<sup>e</sup> (vo).

### LES BLUES BROTHERS.

de John Landis.

Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup d'humour.

L'Epée de Bois 5<sup>e</sup> (vo).

### ET VOGUE LE NAVIRE.

de Federico Fellini.

Ou Fellini nous fait faire une croisière bien étrange.

Studio Galande 5<sup>e</sup> (vo).

### LE BAL.

d'Ettore Scola.

A travers le bal populaire, une chronique qui va de l'époque du Front Populaire à l'après 68.

Studio de la Harpe 5<sup>e</sup>.

### LAWRENCE D'ARABIE.

de David Lean.

L'éveil de la conscience nationale au Moyen-Orient vue par les Anglais.

Ranelagh 16<sup>e</sup> (vo).

LES RAISINS DE LA COLERE.

de J. Ford.

Une famille de paysans de l'Oklahoma, chassée de sa terre lors de la « grande dépression » américaine.

Le Champollion 5<sup>e</sup> (vo).



## Greystoke : La légende de Tarzan, Seigneur des singes

Fils de châtelains anglais jetés sur les côtes de l'Afrique par un naufrage, le jeune Tarzan, devenu orphelin, grandit parmi les chimpanzés et les gorilles. Elevé à la dure comme ses frères et sœurs d'adoption, il gagne son titre de roi des singes à la force du poignet. Evoluer parmi les serpents et les dangers de la jungle trempe au moins autant le caractère que les coups de canne des écoles anglaises où l'on dresse les fils d'aristocrates.

La venue d'une expédition

d'explorateurs qui réunit tous les échantillons de l'espèce humaine, des pires (des brutes chasseurs de singes) aux meilleurs (un collectionneur de papillons féru de science), le met en contact avec les humains.

Et c'est pour lui la découverte d'une nouvelle jungle, celle de la société anglaise : Tarzan, botté et chapeauté, débarque, tous les sens en éveil, dans le manoir de ses ancêtres. Tous les hommes ne le déçoivent pas et une femme,

Jane, réussit même très bien à l'émouvoir. Mais il est des cruautés humaines à l'égard des animaux difficilement acceptables...

Un film tout à la fois conte philosophique, clin d'œil à la légende de Tarzan et fertile en rebondissements, qui ravira tous ceux qui préfèrent les animaux en liberté aux singes en cage. Et peut-être aussi les autres : le zoom du réalisateur vaut tous les zoos du monde.

Eliane ARNAUD



Reprise

## Sciussia de Vittorio De Sica

*Sciussia*, tourné à Rome en 1946, comme *Le voleur de bicyclette* met en scène l'Italie d'après-guerre où la misère conduit deux jeunes garçons, Giuseppe et Pasquale, tous deux cireurs de chaussures, à participer sans le savoir à un vol qui les mène en maison de correction pour de longs mois.

La maison de redressement est une véritable prison. Les adolescents sont traités en

bagnards par des gardiens qui se font appeler « maîtres ». Mais les jeunes prisonniers ne se résignent pas : ils saisissent la moindre occasion pour manifester leur révolte. Ils tentent à plusieurs de s'évader. Mais l'évasion échoue et se termine par un drame.

Ce film exprime la révolte contre la misère, contre une société qui a trahi les espoirs suscités par la fin de la guerre.

La fin de la guerre, cela voulait dire la fin des privations, et enfin pouvoir vivre. En fait, dans la Rome de 1946, les conditions de vie du petit peuple sont toujours aussi misérables : pas de travail, le système D fait la loi, c'est l'engrenage fatal, d'autant plus scandaleux que ce sont des adolescents qu'il broie.

Un film qui dérange et révolte.  
Gilbert MAQUI

## Sélection télévision

### Dimanche 14 octobre

TF1. 19 h. Sept sur Sept. L'invité, le journaliste Jean Lacouture, parlera très certainement de son dernier livre sur **De Gaulle : Le rebelle**.

TF1. 20 h 35. Film : **Exodus**, de Otto Preminger. Des Juifs rescapés des camps nazis aux prises avec les Anglais, au moment de la création de l'Etat d'Israël. Le tout vu par une caméra hollywoodienne.

FR3. 22 h 30. Film : **Les mains d'Orlac**, de Karl Freund, avec Peter Lorre. Un classique du cinéma fantastique. Un pianiste amputé des deux mains se voit greffer en remplacement les mains d'un assassin qui vient d'être décapité. Et bonne nuit...

### Lundi 15 octobre

TF1. 20 h 35. Film : **Est-ce bien raisonnable ?** de Georges Lautner, avec Miou-Miou et Gérard Lanvin. Lautner, parodiant les films sociaux-politiques de Boisset. Est-ce bien raisonnable, c'est le mot.

FR3. 20 h 35. Film : **Serpico**, de Sydney Lumet. Un jeune policier new-yorkais découvre bien vite que la corruption gangrène aussi ses collègues.

### Mardi 16 octobre

TF1. 20 h 35. **L'équipe Cous-teau en Amazonie**. Dernier épisode de la série. De l'âge d'or du caoutchouc naturel à nos jours, la nature et les hommes ont été les grands perdants... pour les grands profits des gros portefeuilles. Aujourd'hui, l'Etat brésilien incite les pionniers à s'installer en Amazonie...

A2. 20 h 40. Film : **Coup de torchon**, de Bertrand Tavernier, avec Philippe Noiret. Transposition dans l'Afrique coloniale d'avant-guerre du roman de Jim Thompson qui se déroulait dans le sud raciste des Etats-Unis. Les acteurs interprètent des personnages tous plus ignobles les uns que les autres. Une charge contre le racisme, la bêtise et l'ignominie.

FR3. 20 h 35. **La dernière séance** avec deux films policiers américains : **La police fédérale enquête** de Merwyn Le Roy, puis à 23 h 35 : **La chute d'un caïd** de Budd Boetticher... Pour les amateurs du genre.

TF1. 21 h 30. **Histoire à la Une : Vingtième anniversaire de la destitution de Krouchtchev**. Avec Edgar Faure, Couve de Murville et des journalistes comme Michel Tatu, Giuseppe Boffa et K.S. Karol, qui se demandent si un tel phénomène (l'ère krouchtchevienne) pourrait se reproduire...

### Mercredi 17 octobre

FR3. 22 h 20. Film : **Scènes de la vie conjugale**, dernier film d'une série de six épisodes réalisée par Ingmar Bergman.

### Jeudi 18 octobre

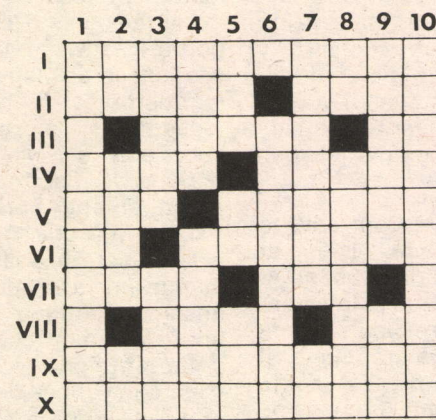
FR3. 20 h 35. **Histoire d'un jour. 9 août 1945 : le procès Pétain**. Avec Tixier-Vignancourt et Claude Bourdet, avec Robert Descubes et Roger Stéphane et avec Georges Paul Wagner et Serge Klarsfeld qui débattront, deux par deux, sur des questions fournies par les documents et les témoignages de l'époque.

TF1. 23 h 05. Film : **La fiancée du pirate** de Nelly Kaplan, avec Bernadette Laffont. Marie est belle fille et elle attire la convoitise des hommes. Mais aux turpitudes des uns viennent s'ajouter l'hypocrisie et la cagoterie des autres. Les « bonnes mœurs » en prennent un « sacré » coup !

### Vendredi 19 octobre

A2. 23 h. Film : **La maison du docteur Edwardes** d'Alfred Hitchcock. Qui est réellement le docteur Edwardes, le nouveau directeur de la clinique d'aliénés ?

## MOTS CROISÉS

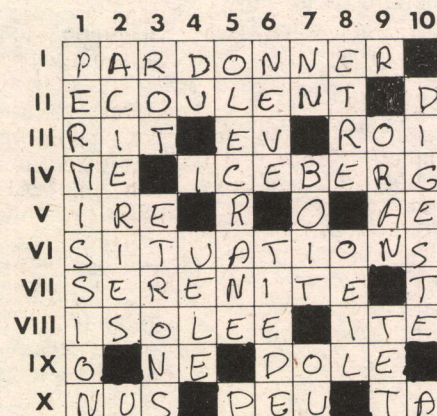


### HORIZONTALEMENT

I. Allié ou adversaire. II. Hérétique - As à l'œil. III. Ne monte ni ne descend - En Espagne. IV. Prénom - Comporte de nombreuses divisions. V. Sort quand on appuie sur un bouton - Sans divisions. VI. Suit un cours - Fit des plis. VII. Fatiguai - Coup de filet. VIII. Deux notes pour un prénom - Inversé : dépasse rarement la cinquantaine. IX. Nécessaire pour faire bonne mesure. X. Pas indifférentes.

### VERTICALEMENT

1. En principe, rarement ouverts au mois d'août. 2. En arrière - Sans effets - Pour tracer. 3. Pas grand-chose - Vallée pyrénéenne. 4. Tenue par un résistant - Mauvaises humeurs. 5. Permet d'accéder aux cabinets - En mer - sans résistance. 6. Graisse de mouton. 7. Mise au courant - Dans la lune. 8. Vieille vache - Souffle en rafales. 9. Rafales de rires - Jadis de pierre. 10. Font vivre, dit-on.





## L'impérialisme français reste le gendarme

L'évacuation des troupes françaises du Tchad est en route... progressivement. « RAS » déclarent les commentateurs satisfaits. Biltine a été évacuée, le plan est respecté, tout se passe en ordre. L'armée française évacue le Tchad... une fois de plus ! Mais pour combien de temps ?

Les interventions françaises au Tchad n'ont pas commencé le 9 août 1983. Qu'on se rappelle, déjà sous Giscard, et avant Gis-

card. Et si cette fois-ci le gouvernement français a pu tirer prétexte des visées expansionnistes libyennes sur le nord du pays, les fois précédentes il n'était pas question de Kadhafi. Les dirigeants de l'impérialisme français avaient d'autres prétextes.

Alors, quoi qu'en disent les gouvernants français, les troupes françaises ne

sont pas intervenues pour venir au secours d'un peuple agressé. Pas plus cette fois-ci que les autres fois. Si la France tient tant à maintenir sa présence au Tchad, c'est qu'il s'agit d'une de ses anciennes colonies d'Afrique. Lors de la décolonisation, l'impérialisme français a pris la précaution de mettre en place un régime qui lui soit fidèle. Mais encore moins au Tchad que dans les autres anciens pays coloniaux, de tels régimes n'étaient stables. Et au Tchad, un des pays les plus pauvres du monde, le régime est confronté au dénuement. A la famine, héritée pour beaucoup du pillage impéria-

liste, au mécontentement provoqué par la dictature, s'ajoutent les problèmes ethniques. Et c'est pour enrayer les révoltes, qui régulièrement menacent, que l'impérialisme français intervient, pour préserver l'ordre, son ordre.

Car le Tchad est pauvre et s'appauvrit encore, mais il fait encore la richesse de capitalistes français. Ne serait-ce que par l'intermédiaire de l'exploitation du coton, par la filiale Coton Tchad (société qui n'a de tchadien que le nom).

Les socialistes français mentent sur la question. Jospin a le culot de parler de « l'aide économique et technique » que la France

apporterait au Tchad. Mais les troupes françaises n'y ont eu d'autre rôle que d'y maintenir un ordre favorable aux intérêts capitalistes français. Elles n'y sont envoyées périodiquement que pour maintenir le pillage par les ex-colonialistes.

Et si aujourd'hui Mitterrand retire les troupes françaises du Tchad, elles peuvent y revenir vite. Le passé l'a montré. Et des troupes restent à proximité, dans les Etats voisins, en Centrafrique en particulier. Et puis les dictateurs des pays frontaliers, en bons valets de l'impérialisme français, se sont déclarés prêts à prendre le relais des troupes françaises. Alors, que ce soit par les troupes françaises au Gabon ou en Centrafrique, ou par les troupes de ces Etats que l'impérialisme français arme, conseille et entraîne, la France garde la main sur le Tchad et le pied en Afrique.

### Une famine provoquée par une politique criminelle

Le mois dernier, selon des chiffres donnés par les autorités tchadiennes, il y avait 600 personnes mortes de faim et 300 000 autres sinistrées dans le Logone oriental et la sous-préfecture de Koumra (au sud du Tchad). Mais selon d'autres informations il y aurait plus de 1 500 morts. Parmi les victimes il y avait surtout des enfants, des femmes enceintes et des vieillards.

Les autorités ont envoyé 350 tonnes de vivres et 10 000 doses de vitamine A. Ce qui est tout à fait dérisoire vu l'ampleur de la situation catastrophique. Il est question d'envoyer prochainement 1 000 tonnes de vivres. Mais même si, dans le meilleur des cas, cet envoi devient effectif, il n'est pas sûr que les vivres parviennent aux destinataires nécessaires. Une partie du peu qui a été envoyé a peut-être disparu dans la nature (celle des dignitaires locaux). Le ministre de la Lutte contre les calamités naturelles a avoué lui-même que « certains dons n'arrivent jamais aux personnes nécessiteuses et que d'autres ne sont pas répartis par les responsables locaux » (!).

Si la région du sud, considérée comme le « grenier » du pays, est frappée par la faim, c'est que la famine qui avait durement touché l'année dernière plus de 250 000 personnes dans le centre et l'est du Tchad a fini par s'étendre dans tout le pays.

Cependant, dans le cas de la famine actuelle, il doit y avoir une raison supplémentaire. Selon le journal gouvernemental *Info-Tchad* daté du 23 août, les populations du sud seraient victimes de leurs propres imprévances : « La situation de la famine est due en partie à la négligence des populations elles-mêmes. Croyant en effet à la précocité de la saison pluvieuse, celles-ci ont vendu toutes leurs réserves de vivres » (!). Dans cette explication le cynisme le dispute à la stupidité. On ne s'attend évidemment pas à ce que les journalistes

qui jouent le rôle des griots modernes critiquent une mauvaise action des dirigeants. Mais il faut croire qu'ils n'ont vraiment pas la moindre imagination pour trouver quelque chose de moins grotesque.

La famine s'explique en partie, il est vrai, par les conséquences désastreuses de la guerre et de la sécheresse. Mais dans le cas du sud, bon an mal an, la période de disette (appelée pudiquement période de « soudure », qui correspond à la saison des pluies) n'a jamais pris une proportion aussi dramatique. Si cette année des morts de faim se comptent par centaines, c'est que l'année dernière la culture vivrière a été considérablement réduite au profit de celle du coton, imposée par l'impérialisme français. C'est ainsi que la production du coton aurait même battu les records l'année passée en atteignant 180 000 tonnes.

Si un tel résultat a été atteint — malgré la situation de guerre, la pluviométrie insuffisante et les moyens de culture archaïques — cela s'explique simplement par le fait que les paysans terrorisés par le régime dictatorial de Habré ont été obligés de s'occuper presque exclusivement de la culture du coton, au détriment de celle des céréales.

La famine dans le sud est donc provoquée par une politique brutale qui a sacrifié les intérêts vitaux des populations pour assurer les profits des capitalistes de Coton Tchad, société derrière laquelle se trouve la Compagnie française de textile. »

Extrait du *Pouvoir aux Travailleurs*, mensuel trotskyste africain.



### Mitterrand-Bongo

#### Dis-moi qui tu fréquentes ?

Le président gabonais Omar Bongo, qui a été reçu il y a peu avec tout le tralala élyséen, serait un fin démocrate. Selon *Le Canard enchaîné* du 10 octobre, il aurait déclaré en 1982 : « Je peux nommer ministre qui je veux. Même un chien ». En janvier 1983, Mitterrand en visite au Gabon s'était un peu inquiété du sort de quinze membres du Morena — un mouvement d'opposition — condamnés à vingt ans de prison en novembre 1982. Bongo aurait répondu : « Ma meilleure vengeance, c'est le pardon » et aurait ramené la peine à... quinze ans d'emprisonnement.

Au sujet des condamnés, le même numéro du *Canard enchaîné* publie les informations suivantes :

« Chacun a droit à une cellule individuelle avec trous d'aération situés à 2,50 m de hauteur. Il n'y a pas de fenêtre. Les taulards ne sortent jamais. La porte s'ouvre à 16 h 30 pour la ration de poisson. Le nommé N'Zigui est devenu fou ; il se prend pour Bongo et passe son temps à donner d'imaginaires coups de fil à Houphouët-Boigny et Abdou Diouf, le prési-

dent sénégalais. Luc Bengono, lui, est parano et attaque ses gardiens. Jean-Marie Aubanne est gravement malade. On est sans nouvelles de Jules M'Ba, le neveu du premier président gabonais Léon M'Ba. Un gars qui, en revanche, se porte bien, c'est le surveillant général de la prison. Il se nomme N'Yamcala, mais sa tendresse est si grande qu'on le nomme « Viande sauvage... »

Mais évidemment ces délicatesses n'ont pas été évoquées lors du repas de cérémonie qui s'est tenu à l'Elysée.

A.V. Main dans la main. (Ph. AFP).



### Centrafrique

#### Dehors les troupes françaises !

Trois jeunes Centrafricains blessés par balles, plusieurs soldats français et quelques Européens atteints par des jets de pierres, un officier hospitalisé : c'était lundi 8 octobre à Bangui, la capitale du Centrafrique, après que la population d'un quartier pauvre se fut lancée à l'assaut du camp militaire français.

Car le Centrafrique est peut-être un Etat indépendant, mais il y a des troupes françaises dans ce pays. Elles y stationnent même de façon permanente. C'est nous dit-on, le lieu de repli stratégique privilégié pour les troupes françaises qui quittent le Tchad et surtout la position-clé dans le dispositif militaire français en Afrique centrale et la base-arrière principale pour toute intervention éventuelle au Tchad. Avec quelque 800 hommes répartis entre deux bases, avec la présence de chasseurs-bombardiers *Jaguar*, il s'agit d'une des plus grosses installations françaises, après Djibouti.

Et ce serait cette fameuse position-clé qui aurait eu à faire face, pendant quelques heures, à la population d'un quartier pauvre de Bangui l'assiégeant à coups de pierres. La presse explique que des jeunes auraient voulu pénétrer dans le camp, dans l'intention de voler, et que la sentinelle

aurait alors tiré. La foule qui assistait à un match de foot dans le voisinage, après un mouvement de panique, aurait alors pensé que les militaires français avaient fait des morts et, dans sa colère, se serait jetée contre le camp militaire.

Il faut dire que c'est la deuxième fois en peu de temps que des heurts opposent la population de la ville aux militaires français. Il y a sept mois, un jeune avait été tué par balles dans des circonstances semblables.

Au-delà des explications officielles, il est clair que la population de Bangui apprécie à sa juste valeur la présence militaire française : elle l'apprécie comme une force de mercenaires, entretenus et bien entretenus (et cela compte dans ce pays de misère), pour faire les gendarmes contre eux, contre les pauvres du pays. On est loin des photos distribuées généreusement à la télévision par les services publicitaires de l'armée, nous présentant les bidasses jouant aux infirmiers ou aidant la population locale. La population centrafricaine, manifestement, se passerait bien des charités des militaires français et ne souhaite qu'une chose : qu'ils aillent se faire voir ailleurs.